



L'Occident et l'altérité

Fractures, valeurs, déclins et convergences

DÉBAT COORDONNÉ PAR MOHAMED MAHMOUD MOHAMEDOU

GENEVA
GRADUATE
INSTITUTE

LE TEMPS

Les articles qui suivent, coordonnés par Mohamed Mahmoud Mohamedou, professeur au Geneva Graduate Institute, ont été publiés dans *Le Temps* au cours du mois d’août 2023. En partenariat avec ce média suisse de référence, ils font l’objet de cette publication inédite.

Mohamed Mahmoud Mohamedou est professeur d’histoire et politique internationales au Geneva Graduate Institute, dont il est directeur adjoint. Historien et politologue (doctorat en sciences politiques de l’Université de New York), il est ancien directeur adjoint du programme de recherches sur les conflits et les politiques humanitaires de l’Université Harvard à Boston et professeur invité à Sciences Po Paris. Spécialiste de la géopolitique, la violence politique, la construction de l’État et l’histoire du racisme, il est l’auteur d’une trilogie sur l’après-11 Septembre. Son dernier ouvrage paru est *State-Building in the Middle East and North Africa* (Bloomsbury) et il est le récipiendaire du prix Global South Distinguished Scholar 2021 de l’International Studies Association.

4 **ÉDITORIAL**

Pour un horizon commun – *Marie-Laure Salles*

5 **PRÉFACE**

Protéger la possibilité d’être en désaccord – *Madeleine von Holzen*

6 **PREMIÈRE PARTIE | ANCIENNES ET NOUVELLES FRACTURES**

- 8 Derrière la décentralisation de l’Occident, le statut défié par le rôle – *Bertrand Badie*
10 Entre l’Orient et l’Occident, des lignes de faille qui s’approfondissent – *Karim Émile Bitar*
12 De l’anti-orientalisme au nativisme – *Nadia Marzouki*

14 **DEUXIÈME PARTIE | VALEURS ET MESURES**

- 16 Du geste humanitaire, ses contradictions et son utilité – *Davide Rodogno*
18 La migration comme produit de la mondialisation – *Faisal Devji*
20 Le racisme dans l’odyssée du capital – *Isabelle Lucas*

22 **TROISIÈME PARTIE | LE POIDS DE LA SUPRÉMATIE**

- 24 Rien ne s’oublie – *Sophie Bessis*
26 Violences et suprématies – *Benoît Challand*
28 Nouvelle guerre froide et crise de la domination occidentale – *Gopalan Balachandran*

30 **QUATRIÈME PARTIE | DÉCLINS ET ALTERNANCES**

- 32 La crise de l’Occident – *Jean-Marie Guéhenno*
34 L’Occident au défi de l’universalisme – *Alain Gresh*
36 Déclin d’attractivité et de crédibilité – *Koert Debeuf*

38 **CINQUIÈME PARTIE | NOUVEAUX JOURS**

- 40 De quoi le sentiment anti-français est-il le nom en Afrique de l’Ouest ? – *Cheikh Sadibou Sakho*
42 L’étau racial se renouvelle – *Nadia Yala Kisukidi*
44 Comment ne pas ramener le monde à soi – *Dominique Eddé*

Pour un horizon commun

Marie-Laure Salles

Directrice du Geneva Graduate Institute

Poser la question de l’Occident et de son rapport au monde est inévitable aujourd’hui. Bien sûr, cette question n’est pas nouvelle. Mais les multiples crises qui bouleversent notre monde en ce moment se rejoignent sur des lignes de faille géopolitiques qui doivent beaucoup à l’histoire de l’Occident et de son rapport « au reste »¹. Et pour agir et faire face, il est nécessaire de comprendre, même si trop souvent aujourd’hui le temps de l’action ne semble plus pouvoir prendre en compte une telle nécessité.

Qu’est-ce que l’Occident ? Cette question seule pourrait remplir des livres — un espace géographique, une culture, un système de valeurs, un acteur géopolitique, une concentration de pouvoir économique et politique, un modèle particulier de relation à la terre et à l’humain ? Peut-on vraiment parler de *un Occident* (unifié) alors que l’histoire de cet espace (quelles que soient la définition et les frontières qu’on lui donne) a été marquée par les conflits et les déchirements parmi les plus violents et les plus extrêmes que le monde ait jamais connus ? Et si l’Occident est pluriel, l’opposition binaire entre l’Occident et les « autres » a-t-elle encore du sens ? Quant au reste du monde, il ne se définit plus, et depuis longtemps, simplement comme le « non-Occident ». Là aussi, penser un bloc est bien artificiel tant ce reste du monde, qui représente plus de 80 % de l’humanité, est complexe et divers. Lorsqu’on déplace la focale, il est donc difficile de se satisfaire de l’opposition simpliste « The West and the Rest ». Dans les transformations actuelles, on peut d’ailleurs voir les signes d’une géopolitique de plus en plus fragmentée et liquide où les alliances se font et se défont, se

superposent, voire se contredisent en fonction des alignements d’intérêts, d’objectifs ou de valeurs.

Cela étant dit, il est indéniable qu’au-delà de la fluidité des dynamiques actuelles, notre monde est intensément marqué par un méta-paradigme aux racines européennes et nord-américaines — et en ce sens occidentales. Ce paradigme, profondément et structurellement inscrit dans nos institutions politiques, économiques et sociales, est également au cœur de ce que nous sommes en tant qu’individus, que ce soit en Occident ou au-delà, et peut-être surtout dans l’espace international et multilatéral. On peut identifier au moins cinq dimensions constitutantes de ce paradigme : modernité, domination, humanité, égalité et liberté. Simplement en les énumérant, il est possible d’anticiper certaines contradictions internes au système qu’elles constituent ensemble — contradictions qui, de fait, sont aujourd’hui au cœur des débats.

L’Occident comme paradigme est prométhéen. Il porte (car c’est un il) un projet de modernité qui passe par la domination — de la nature d’abord, mais aussi du « non-moderne », qui historiquement inclut les femmes et le « non-Occident ». Cette domination se justifie par le « progrès » à venir qui doit, selon le paradigme, bénéficier aussi aux dominé-es dans la mesure où la modernité promise est censée améliorer la condition humaine dans son ensemble. Car l’Occident comme paradigme place l’Homme (le terme est ici choisi) au centre, après avoir évacué la soumission au divin par le biais de la Réforme puis des Lumières. Certains diraient que Dieu est mort et que l’Homme a pris sa place. Cet Homme

s’est donné à lui-même des droits mais aussi des règles. Il a instauré une forme d’autogouvernement qui tente de réconcilier le principe d’égalité avec celui de liberté.

La réalité, pourtant, ne s’est pas complètement alignée sur le paradigme — comme cela est d’ailleurs souvent le cas. Les idées mènent le monde mais ce dernier est fort rétif... Certes, le projet prométhéen a permis des avancées majeures qui se mesurent par l’augmentation significative de l’espérance de vie, la santé, l’éducation et la réduction de la pauvreté. Cependant, l’extractivisme étant au cœur de ce projet, il laisse notre planète exsangue et obère ce faisant le futur de notre espèce. Nous en avons maintenant pris conscience. Qui plus est, la promesse d’une amélioration pour toutes et tous n’a pas été tenue. Ces dernières années, les inégalités ont de nouveau explosé et les anciennes lignes de domination n’ont pas été effacées. Cette dynamique du progrès des inégalités et certains retours en arrière sur les avancées de la modernité entrent violemment en conflit avec la promesse d’universalisme et d’égalité. Parallèlement, on voit aussi que la tension entre liberté et égalité est problématique et que le jeu ici est bien souvent à somme nulle.

Ce sont en partie ces contradictions structurelles qui se jouent aujourd’hui dans nos institutions et nos interactions — que ce soit au niveau national, international ou multilatéral. L’approche académique qui informe les contributions qui suivent est faite pour donner les éléments d’analyse, de contextualisation, d’historicisation, et donc de compréhension située (*Verstehen*) qui sont si nécessaires pour éviter la polarisation du

discours. Car aujourd’hui plus que jamais nous avons besoin de construire ensemble, sans remettre en cause ce qui ne doit pas l’être mais tout en reconnaissant les limites d’un système qui de manière structurelle ne délivre pas certaines promesses. Face aux enjeux existentiels qui lui font face, l’Humanité dans son ensemble, au-delà des frontières historiques et des oppositions symboliques, a besoin d’un nouvel

horizon commun qui propose une modernité alternative, intégrant des dynamiques de régénération planétaires et humaines et prenant véritablement au sérieux la promesse d’universalisme inscrite au cœur de nos Nations unies :

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit.

PRÉFACE

Protéger la possibilité d'être en désaccord

Madeleine von Holzen

Rédactrice en chef, *Le Temps*

Tous les jours, au fil de l’actualité, le constat s’impose : le monde a changé. La place de l’Occident s’est modifiée, celle des autres pays aussi. L’Occident n’est plus au centre, ne domine plus. Les autres ? Les BRICS, ce club de pays émergents né en 2009, a décidé son élargissement de cinq à onze membres en août 2023. Ensemble, ces pays représentent 46 % de la population mondiale et plus du tiers du PIB mondial. Leur croissance est forte.

De son côté, le G7, une organisation créée en 1975 après le choc pétrolier, représente 10 % de la population mondiale et 30 % du PIB. En 2013, les BRICS produisaient 27 % du PIB et le G7 32,5 %. La tendance s’est aujourd’hui inversée, les BRICS sont passés devant le G7 (sans l’Union européenne) en termes de poids économique mondial, selon les chiffres du FMI et les calculs de Statista.

Le monde constitué de deux pôles, l’Occident et les autres, n’existe plus. L’Occident n’est plus au centre, il ne domine plus. Le centre existe-t-il, d’ailleurs ?

Il est en tout cas ailleurs, et probablement partagé. La Chine et sa puissance économique, l’Inde et son 1,4 milliard d’habitants sont centrales, l’Afrique du Sud, et d’autres, le sont aussi. L’idée même d’un centre paraît périmée. En ce sens, la polarité n’existe plus non plus.

C’est une autre conception du monde que les auteur-es dont les textes suivent proposent. Ils posent tous le constat que les éléments constitutifs des rapports entre les nations, après la Deuxième Guerre mondiale, après la décolonisation et avec la mondialisation, se sont profondément modifiés.

Dans le contexte actuel particulièrement compliqué, alors que la guerre en Ukraine semble enlisée, que plus de 37 000 personnes auraient été tuées en huit mois à la suite des massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023 et de la réplique d’Israël, et qu’une centaine de conflits se déroulent toujours en Afrique et ailleurs dans le monde, la connaissance paraît plus que jamais essentielle.

La liberté d’expression est menacée dans de nombreuses régions de la planète et nous avons la responsabilité de la défendre sans concession. Cela implique deux choses : rester attentifs à l’importance des faits, pour pouvoir ensuite avoir la possibilité d’être en désaccord sur leur interprétation et ne pas partager les mêmes opinions. L’université est le lieu, essentiel, qui rend possibles et protège ces avis divergents.

Choisir l’Occident comme sujet de débats, c’est ouvrir cette possibilité. C’est ce que nous avons voulu proposer à l’été 2023 dans les pages « Débats » du *Temps*, et que nous avons pu réaliser grâce à la contribution de tous les auteurs ici réunis et à l’exceptionnelle coordination assurée par Mohamed Mahmoud Mohamedou, professeur d’histoire et politique internationales au Geneva Graduate Institute. Un grand merci à tous les contributeurs et bonne lecture !

1 Stuart Hall, « The West and the Rest: Discourse and Power », in *The Formations of Modernity*, dir. Stuart Hall et Bram Gieben (Polity and Open University Press, 1992).

Anciennes et nouvelles fractures

Cerner les dynamiques contemporaines entre l'Occident et l'altérité n'est pas affaire de mise sous infrarouges réductionnistes et clivants, de hâtives formules d'une époque impatiente ou de bons mots essentialistes et éphémères. Il s'agit plutôt de chercher, patiemment, modestement et difficilement, à démêler les fils d'une relation étagée qui a été et demeure problématique. Fractures, valeurs, suprématies, déclins et convergences sont parmi les ports où l'analyse historicisée peut s'arrêter dans cette quête de sens.

« Et l'altérité » est derechef une formulation qui, en soi, révèle ce singulier désir occidental de captation du centre du monde et cette anhistorique autoproclamation de diseur de l'universel. L'altérité qui désormais s'impose en retour à un Occident – perplexe, dérouté et irrité de sa remise en question – se joue aujourd'hui dans un forum mondial où les rôles sont en cours de redistribution accélérée ; un film encore en tournage.

Aussi, pour cette première escale aux sillons, j'ai commencé par demander au politologue Bertrand Badie, grand décodeur d'États, de nous révéler les paramètres de cette nouvelle grammaire internationale.

J'ai ensuite invité l'analyste Karim Émile Bitar, fin connaisseur des géopolitiques mondiales, à réfléchir sur la nature de ces nouvelles anciennes failles.

Ces recompositions étant fuyantes, internes autant qu'externes, j'ai convié la chercheuse Nadia Marzouki, subtile lectrice de sociétés, à examiner les allers-retours de ces fractures et le langage qui les accompagne.

Mohamed Mahmoud Mohamedou

DERRIÈRE LA DÉCENTRALISATION DE L'OCCIDENT, LE STATUT DÉFIÉ PAR LE RÔLE

Bertrand Badie
Professeur émérite à Sciences-Po (Paris), spécialiste des relations internationales

Dans tout système international, chaque État dispose d'un « statut » politico-diplomatique qui décrit sa position propre, ce à quoi il peut prétendre dans le jeu qui se déroule. La théorie réaliste, longtemps dominante, relayée par les principaux acteurs de la scène internationale, a promptement conféré une tonalité objective à cette construction, faisant dépendre ce statut de mesures évaluant la capacité militaire, la force de l'économie, le poids territorial et l'importance des réseaux diplomatiques constitués par chaque État. Cette vision intrinsèquement géopolitique consacrait naguère la centralité de l'Occident, mais a peu à peu suscité surprises et déconvenues : pourquoi les plus puissants ne gagnent-ils plus, pourquoi ont-ils de plus en plus de mal à imposer leur vision et à contrôler la diplomatie mondiale, comme c'était clairement le cas aux temps westphaliens et jusqu'à celui de la guerre froide ?

La faille se révélait : trop confiante dans l'efficacité des structures, la science avait négligé celle des subjectivités, c'est-à-dire des perceptions, des frustrations, des anticipations. En bref, on avait survalorisé le statut au détriment du rôle, au sens sociologique du terme, cet ensemble d'attentes nourries par l'ensemble des acteurs et qui sans cesse dévaluent ou réévaluent la position de chacun. Successivement, la décolonisation, la fin de la bipolarité et l'approfondissement de la mondialisation ont attaché aux vieux statuts des rôles nouveaux, des attentes inédites qui déclassent ou reclassent les

vieilles puissances occidentales, sans qu'elles-mêmes ne s'en rendent véritablement compte, obnubilées qu'elles sont par leur puissance passée et les préjugés présents qui en sont les séquelles.

CONSTRUCTION VIEILLE DE QUATRE SIÈCLES

Ces attentes ont été longtemps en phase avec le statut : l'Occident était perçu au centre du monde et avait la vocation reconnue de décider de l'avenir de celui-ci et de chacune de ses parties. En témoignaient, pêle-mêle et à titre d'exemples, le Congrès de Vienne (1815), celui de Berlin sur le bassin du Congo (1885), les Accords Sykes-Picot sur le Moyen-Orient (1916), ou la Conférence navale de Washington de 1921, destinée à limiter la flotte japonaise. D'un certain point de vue, le G7 et ses mutations successives ont été l'ultime incarnation de ce modèle, le Japon étant devenu, entre-temps et sous l'effet de la guerre froide, une puissance de l'extrême Occident. . .

Des attentes nouvelles ont cassé une construction vieille de quatre siècles. La décolonisation a fait naître partout des désirs de souveraineté, tandis que son principe a révélé que la puissance d'antan pouvait être défaite par la faiblesse, dès lors que celle-ci était dopée par une énergie sociale. La dépoliarisation a par la suite suggéré que la puissance n'avait pas le même statut dès lors qu'elle n'était pas contrée par une puissance similaire comme l'avait naguère pressenti le

politiste états-unien Quincy Wright. Enfin, la mondialisation, en promouvant l'interdépendance, faisait miroiter des effets d'aubaine aux émergents comme aux plus modestes qui leur offraient des espaces d'autonomie stratégique sapant toute hégémonie.

Ce changement de rôle s'est d'abord effectué à bas bruit, sans être explicité dans la rhétorique diplomatique, et se trouvait validé par les défaites successives des puissances occidentales, des guerres de décolonisation à celles de l'Afghanistan et du Sahel, en passant par le Vietnam. Il s'exprimait dans des formules prudentes, comme celle du non-alignement, dans l'irruption de formes nouvelles de violence échappant aux règles classiques de la guerre ou plus simplement dans l'ouverture du champ international à un discours contestataire. À la faveur de crises intenses, notamment celles qui ont affecté le Moyen-Orient et l'Afrique, puis celles liées au conflit russo-ukrainien, cette mutation des rôles a réagi explicitement sur le statut lui-même. Trois conséquences en découlent, suscitant un nouvel ordre international.

LES VERTUS DE LA FLUIDITÉ ET DES UNIONS LIBRES

D'abord, les alliances pérennes et, *a fortiori*, les alignements anciens périlclitent à un rythme soutenu. À un monde de blocs, à des engagements stables, les acteurs préfèrent désormais les vertus de la fluidité et des unions libres diplomatiques. Le propos est de



s'émanciper des tutelles durables ou des pactes contraignants pour chercher l'aubaine dans un jeu subtil et versatile comme l'illustrent bien des diplomaties du Sud : saoudienne, turque, iranienne, voire israélienne. Ensuite, la parole du

La décolonisation, la fin de la bipolarité et l'approfondissement de la mondialisation ont attaché aux vieux statuts des rôles nouveaux, des attentes inédites qui déclassent ou reclassent les vieilles puissances occidentales.

« patron », du « grand frère », du protecteur, perd de son absolu : Emmanuel Macron n'est plus audible lorsqu'il se rend au Liban pour prétendre tout y résoudre, et Joe Biden se fait éconduire lorsqu'on demande à Mohammed ben Salmane s'il tiendra compte des conseils venus de Washington. Tout

comme Barack Obama l'avait expérimenté face à Benyamin Netanyahu quelques années auparavant : dans chacun de ces cas, la force dissuasive du leader d'antan n'est plus crédible et son soutien n'est plus perçu comme efficace. Finalement, la géopolitique est en déroute : l'ami de mon ami n'est plus forcément mon ami, comme l'ami de mon ennemi n'est plus nécessairement mon ennemi. . . Personne ne dicte plus les formats.

Qu'en reste-t-il ? Un monde plus que jamais mondialisé : l'Occident aurait tout à gagner à en jouer le jeu, à ne plus vivre dans la nostalgie d'une centralité qui a disparu, mais à renaître dans un monde qui peut lui donner une place dès lors qu'il respecte l'altérité. Un monde où désormais tous les États jouent, et les dynamiques sociales tout autant. Un monde plus gouverné par l'interdépendance que la souveraineté, la quête universelle de statut plus que la hiérarchie, et la complexité davantage que la puissance. Un monde où tout le monde ne

pense pas pareil, mais où il est raisonnable de s'accorder sur les grands défis communs qui transcendent depuis un certain temps les intérêts nationaux.

■ **Bertand Badie a récemment publié *Vivre deux cultures : comment peut-on naître franco-persan ?* (Odile Jacob).**

Les dirigeants du G7 posent pour une photo de groupe lors du sommet à Krün en Allemagne. 27 juin 2022. Maison-Blanche/ Wikimedia Commons.



L'OCCIDENT ET L'ALTÉRITÉ | ANCIENNES ET NOUVELLES FRACTURES

ENTRE L'ORIENT ET L'OCCIDENT, DES LIGNES DE FAILLE QUI S'APPROFONDISSENT

Karim Émile Bitar

Professeur de relations internationales à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth et à l'École Normale Supérieure de Lyon

Les vingt dernières années ont été marquées par un approfondissement significatif des lignes de faille entre l'Orient et l'Occident, mais aussi par une accentuation des *culture wars* (« batailles culturelles ») et des affrontements sur les valeurs à l'intérieur de chaque pays et de chaque sphère civilisationnelle. En Inde, en Russie, dans les mondes arabo-musulmans, aux États-Unis et au cœur de l'Europe, les crises

économiques, la hantise du déclin et les angoisses suscitées par la mondialisation ont contribué à la montée en puissance de l'altérophobie et d'un identitarisme débridé, qualifié par Danielle Sallenave de l'Académie française de « maladie du XXI^e siècle ». Alors que nous vivons dans un monde caractérisé par une stupéfiante interdépendance et une interpénétration manifeste des cultures et des civilisations,

nombreux sont ceux qui continuent de percevoir les identités comme étant figées et immuables, et de voir dans les appartenances ethniques ou religieuses un sésame explicatif universel permettant de « comprendre » le comportement des groupes et des individus, indépendamment des contextes politiques, économiques et sociaux. La thèse de Samuel Huntington sur « le choc des civilisations » (1993) reste présente dans bien des

© Adobe Stock

esprits, alors même qu'elle a été infirmée à de nombreuses reprises, significativement battue en brèche depuis longtemps et récemment démentie par la guerre en Ukraine, puisque Huntington avait lui-même écrit que si ses théories étaient vérifiées, une guerre entre la Russie et l'Ukraine serait hautement improbable.

COMME SI EDMUND BURKE AVAIT PRIS SA REVANCHE

Le fait que beaucoup refusent de faire tomber leurs œillères et de reconnaître la dette des civilisations l'une envers les autres, la rémanence des théories essentialistes, organicistes et culturalistes vient donc confirmer l'intuition de Marcel Proust lorsqu'il écrivit que « les faits ne pénètrent pas dans le monde où vivent nos croyances, ils n'ont pas fait naître celles-ci, ils ne les détruisent pas ; ils peuvent leur infliger le plus constant démenti sans les affaiblir ».

En parallèle, les fractures sont profondes à l'intérieur de chaque société entre ceux qui acceptent la modernité libérale, l'individualisme et la démocratie, et d'autres, persuadés que cette modernité, notamment parce qu'elle consacre les droits des femmes et des minorités, menace le socle anthropologique sur lequel s'étaient fondées les sociétés traditionnelles. Le courant « anti-Lumières », tel que défini par Zeev Sternhell, a désormais le vent en poupe, et beaucoup instruisent ce que l'historien des idées Daniel Lindenberg appelait « le procès des Lumières ». Les nationalismes autoritaires, le traditionalisme, l'esprit réactionnaire et la pensée antilibérale sont de retour, comme si Edmund Burke avait pris sa revanche sur Thomas Paine et Joseph de Maistre la sienne sur Jean-Jacques Rousseau.

Même au cœur de l'Europe — continent dont on aurait pu penser que son histoire tragique au XX^e siècle l'aurait définitivement vacciné contre le

nationalisme ethnique —, on assiste à la résurgence d'une pensée contre-révolutionnaire, au retour des vieux démons et d'un courant de pensée rejetant violemment le cosmopolitisme humaniste et libéral, et promouvant l'assignation à résidence communautaire et identitaire de chaque individu : cela doit nous angoisser et nous inciter à réfléchir.

UN MIMÉTISME FLAGRANT

La prétendue « immunité européenne contre le fascisme » semble n'avoir été qu'une parenthèse de l'histoire et le retour de la guerre et de l'extrémisme dans le Vieux-Continent nous ramène à l'esprit de la phrase d'Emmanuel Kant, qui, après avoir longuement disserté sur les Lumières, le progrès et la quête de la « paix perpétuelle », avait écrit que « l'homme a été taillé dans un bois si tordu qu'il est douteux que l'on puisse jamais en tirer quelque chose de tout à fait droit ». Sur ce point-là, celui de l'éternel retour de « l'animalité de l'homme », Orient et Occident se rejoignent en cœur, caricatures et prismes déformants se retrouvant. Lorsqu'il s'agit des idées reçues et des préjugés (plus difficiles à pulvériser qu'un atome, dicit Albert Einstein), la symbiose est presque parfaite. Le mimétisme est flagrant. La déshumanisation de l'autre et sa réification semblent universelles. Des deux côtés de la ligne de fracture, on ne perçoit les hommes et femmes vivant en face que comme des ombres muettes, réductibles à des caricatures et clichés ancestraux.

Le décès en 2023 de l'ancien premier ministre italien Silvio Berlusconi a suscité un flot de commentaires sur son héritage, et nombreux sont les analystes qui ont rappelé qu'il fut le précurseur et l'incarnation de certaines dérives qui continuent à marquer la vie politique contemporaine en Occident : triomphe du mélange des genres, *infotainment*, conflits

d'intérêts, corruption et populisme, mâtinés de rémanences de l'esprit colonial. Dans l'inconscient collectif de bien des Orientaux, Berlusconi était la caricature d'un Occident perçu comme décadent, matérialiste, obsédé par le sexe et l'argent, s'efforçant à travers de dispendieuses campagnes de communication de camoufler son hypocrisie tout comme il abusait de la chirurgie esthétique pour dissimuler son âge.

LES CONSEILS DE MARC BLOCH

Ironie de l'histoire, Berlusconi a longtemps entretenu une extraordinaire complicité avec le dictateur libyen Mouammar Kadhafi. C'est ensemble que les deux amis ont inventé la désormais célèbre expression « bunga bunga » ! De la même façon que Berlusconi incarnait aux yeux de beaucoup la décadence occidentale, Kadhafi était perçu en Occident comme l'incarnation parfaite du « despote oriental », violent, lubrique, excentrique, imperméable à toute rationalité.

Aujourd'hui que les deux hommes ne sont plus de ce monde, que « l'Orient » et « l'Occident » traversent une profonde crise existentielle et morale, le temps n'est-il pas venu de suivre les conseils du grand Marc Bloch, pour qui l'ABC du métier d'historien était « d'éviter les larges concepts abstraits afin d'essayer de découvrir derrière eux les réalités concrètes, c'est-à-dire les êtres humains ? ».

Lorsqu'il s'agit des idées reçues et des préjugés, la symbiose entre Occident et Orient est presque parfaite.

DE L'ANTI-ORIENTALISME AU NATIVISME

Nadia Marzouki
Chargée de recherches au CNRS

Les chemins de l’orientalisme sont tout aussi déroutants que ceux de la transition politique. Ainsi, la décision du président tunisien Kaïs Saïed de fermer le parlement et dissoudre le gouvernement le 25 juillet 2021 a marqué le coup d’arrêt de l’expérience démocratique entamée dans ce pays en 2011. Dans le discours de Saïed, l’idéal de dignité fait place à un idéal de purification. La lutte anticorruption n’est plus pensée dans une logique de bonne gouvernance mais dans une logique morale d’extirpation des éléments déviants. L’occupant de Carthage se présente comme le défenseur du peuple vertueux contre les élites corrompues, et comme le défenseur de la « tunisianité », qui, dans sa prétendue pureté arabo-islamique, serait menacée par l’impérialisme étranger, les migrants subsahariens et les élites globalisées traîtres à la patrie.

Si le premier volet de ce discours a séduit les jeunes sans emploi des quartiers populaires et des régions marginalisées, des intellectuels et activistes ont parfois été captivés par le second volet de son discours. Certains se sont attachés à dénoncer comme « orientaliste » toute intervention dénonçant le caractère liberticide des changements intervenus. Cette chasse aux sorcières a pris pour cible les chercheurs et journalistes occidentaux et arabes accusés d’être à la fois des orientalistes et des apologistes de l’islamisme. Les soutiens de Kaïs Saïed ont ainsi inventé une notion qui aurait sans doute également perturbé à la fois l’orientaliste Bernard Lewis et l’anti-orientaliste Edward Saïd, « l’orientalisme islamiste ».

Le leader populiste et ses soutiens se rejoignent ainsi autour d’un même mot d’ordre sur le mode « Make Tunisia Great Again » ou « la Tunisie aux Tunisiens ». Opposants, dissidents, contradicteurs et autres déviants étaient désormais réunis dans une même catégorie de traîtres à la nation. Pour donner un cachet intellectuel à cette exclusion, les intellectuels séduits préféraient désormais désigner leurs ennemis comme « orientalistes » ou « agents de l’impérialisme ».

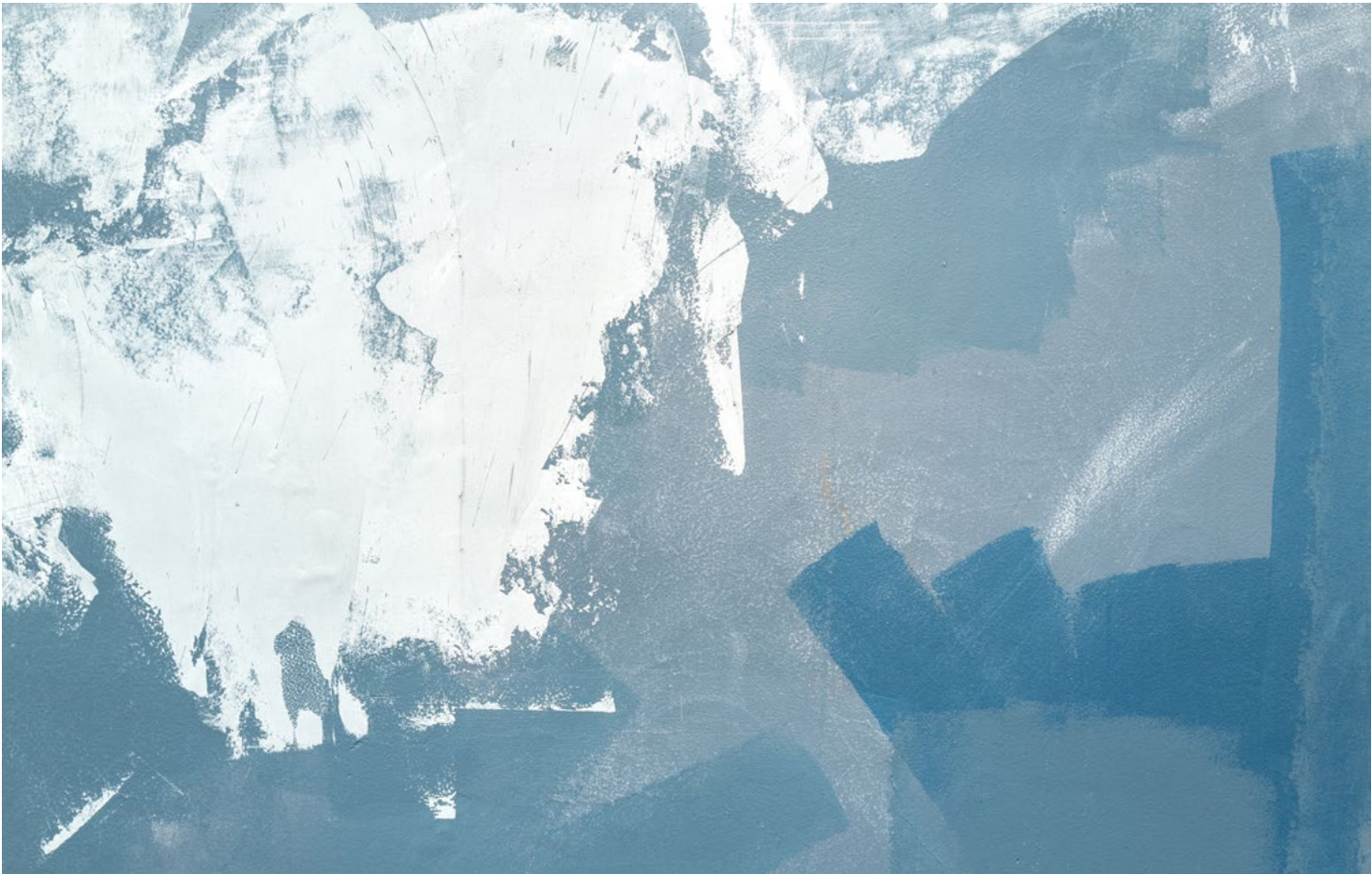
LE DEAL DE LA HONTE

Inutile de souligner à quel point cette rhétorique de stigmatisation se distingue du projet intellectuel d’Edward Saïd, qui par son œuvre *Orientalisme* souhaitait ouvrir un programme de recherche fondé sur la réflexivité, l’analyse dialogique et critique et une espérance démocratique et humaniste. Le détournement d’arguments anti-orientalistes et anti-impérialistes dans leur forme la plus grossière au service d’un combat politique antidémocratique n’est pas spécifique à la Tunisie. Il a été un ingrédient essentiel du discours des « libéraux » égyptiens qui ont soutenu le coup de 2013 et des soutiens de l’autocrate syrien Bachar el-Assad. Il est tout autant un classique des discours autoritaires au Venezuela ou à Cuba. Dans le contexte tunisien, la haine passionnelle et irréductible d’une partie de la gauche et de ses intellectuels pour le parti islamiste Ennahda a donné à ce discours anti-orientaliste sa coloration particulièrement haineuse et revancharde.

Cet effondrement du débat intellectuel en une série de caricatures et de postures est d’autant plus tragique que l’on a urgemment besoin d’analyser la perpétuation des dispositifs d’extraction entre le « Nord » et le « Sud », mais aussi entre les Sud. À l’heure du deal de la honte, que l’Union européenne propose à la Tunisie en échange de ses services de garde-frontière, et alors que l’Algérie et l’Arabie saoudite se jalourent leur possibilité d’être le nouveau souverain de la Tunisie, qu’ont à nous dire ces hérauts autoritaires de l’anti-orientalisme sur la dignité et la souveraineté de la Tunisie ? Rien. Car au-delà de la chasse aux sorcières qu’ils ont lancée en juillet 2021 contre tous les démocrates, et au-delà d’une ritournelle mêlant indignation contre les institutions financières internationales et engouement béat pour les BRICS, ils n’ont élaboré aucune vision alternative de justice sociale, d’économie solidaire, d’écologie ou de diplomatie régionale. Cet anti-orientalisme de pacotille exprime le naufrage de tout un pan de la gauche nationaliste qui, malade de son anti-islamisme, n’a pas vu qu’elle se transformait en un mouvement nativiste et xénophobe.

CONTEXTE POLITIQUE ILLISIBLE

En février 2023, Kaïs Saïed a déclenché une vague inédite de racisme anti-Noirs en Tunisie, par un discours dans lequel il dénonçait la présence des migrants subsahariens sans papiers comme le fruit d’un complot occidental visant à déstabiliser la nature arabo-islamique de la Tunisie. Le leader de l’anti-impérialisme et l’apologue du



non-alignement s’appropriait ainsi les théories racistes *made in France* du grand remplacement. Ce discours et la vague de violence inédite qui s’est ensuivie contre les migrants en Tunisie n’ont pas suscité de *mea culpa* ou de prise de conscience de nos nouveaux anti-orientalistes. Au contraire, la ligne d’argumentation complotiste s’est vue renforcée. La présence des migrants subsahariens serait ainsi le fruit d’un complot africano-sioniste dont les leaders politiques de la « décennie noire » — et principalement les islamistes — seraient les instruments, improbable pirouette théorique mariant le grand remplacement à un pastiche de théorie woke. Alors que les images insoutenables des Subsahariens abandonnés à leur sort à la frontière libyenne circulent sur les réseaux sociaux, il publie le 8 juillet 2023 un communiqué dans lequel il prétend veiller au bon traitement de ces victimes et accuse les « cercles coloniaux et leurs agents » de « falsifier la vérité et de propager des *fake news* ».

Dans *Writers and Missionaries* (2023), Adam Shatz examine les limites de l’analyse de type missionnaire, celle qui ne vit que par et pour la division polémique entre les purs et les impurs. L’approche missionnaire est populiste : elle prétend sauver le peuple innocent de l’influence des impurs. Dans le contexte politique tunisien devenu totalement illisible, où le pouvoir est faible et fragmenté,

L’anti-orientalisme de pacotille du président tunisien Kaïs Saïed exprime le naufrage de tout un pan de la gauche nationaliste qui n’a pas vu qu’elle se transformait en un mouvement nativiste et xénophobe.

et où les modes de structuration du champ politique traditionnels sont en pleine recomposition, il est plus simple d’endosser ce rôle de missionnaire que l’Occident a longtemps connu. Pourtant, c’est bien par

un travail d’écriture, engagée certes, mais non missionnaire, que l’on parviendra à remettre du sens et de l’espoir à un pays qui a révolutionné le monde en 2011, et au-delà dans l’échange « Sud-Nord »

■ **Nadia Marzouki est l’auteure de *L’Islam, une religion américaine ?* (Le Seuil).**

© The Blowup/Unsplash

2

DEUXIÈME PARTIE

Valeurs et mesures

Qu'est-ce qui définit une « civilisation » ? Quels sont les contours identitaires d'un ensemble géographique ou culturel ? Quel est, dans ce contexte, le poids des valeurs ? Sont-elles des profondes convictions ou des faire-valoir malléables ? S'agira-t-il de psalmodier des énoncés pour unilatéralement dessiner ces contours et tenir forteresse face aux autres, quels qu'ils soient ? Pourra-t-on, alternativement, remettre en question toutes stipulations de pourtours ou leurs formes de mises en application ? Une telle introspection peut-elle – en période de malaise et d'épreuves – voir le jour courageusement et enfanter les nécessaires élévations et acuités de perception ?

Pour aborder ces interrogations concernant les valeurs, dans cette seconde étape de notre tentative de comprendre l'étendue des interactions entre les autres et l'Occident, j'ai commencé par prier mon ami Davide Rodogno, humaniste historien de l'humanitaire, de réfléchir sur la complexité et les ambiguïtés du geste humanitaire occidental et son évolution.

Le pendant de celui-ci, si ce n'est celle-ci, étant « la question » ou « le problème » de la migration, j'ai sollicité le fin regard de l'historien Faisal Devji en vue de questionner les clichés et les trompeuses perceptions qui bordent ce débat tant appauvri ces dernières années par les peurs, les paternalismes et les indifférences.

Deux autres aspects questionnent le récit des valeurs de liberté, de démocratie et d'égalité en Occident, à savoir, d'une part, la persistance et la profondeur historique du racisme, et, d'autre part, les omniprésents effets de la course au capital et au gain. Aussi, j'ai fait appel au pénétrant regard de l'historienne et sociologue Isabelle Lucas pour examiner ce couplage.

Mohamed Mahmoud Mohamedou

DU GESTE HUMANITAIRE, SES CONTRADICTIONS ET SON UTILITÉ

Davide Rodogno

Professeur d’histoire et politique internationales et directeur du Programme interdisciplinaire du Geneva Graduate Institute

L’humanitaire, c’est l’aide apporté à l’autre, inconnu. La nature désintéressée du geste, la prétendue pureté de l’engagement et les valeurs morales, intrinsèques ou affichées, rendent difficilement contestable cette action dont le but est d’améliorer les conditions de vie de cet autre. Aider l’autre est l’un des principes fondamentaux de nombreuses religions, du judaïsme à l’islam, que cela soit le *zakat* (aumône légale) islamique ou la

charité chrétienne d’aider son prochain, tous les deux inscrits dans les Livres. Pourtant ce geste, surtout quand il trouve son origine en Occident, est de plus en plus contesté. Pourquoi vouloir s’immiscer ? Au près des bénéficiaires, ce geste peut être interprété comme un acte d’arrogance ou une répétition d’un passé colonial.

Au temps d’Henry Dunant, le Comité international de la Croix-Rouge aidait les soldats européens et contribuait à bâtir le

droit international humanitaire jusqu’à devenir le gardien des Conventions de Genève. À la même époque, le Congo devenait une colonie où, « au nom de l’humanitaire », on torturait et tuait sur une échelle génocidaire. Lors de la Première Guerre mondiale, les précurseurs des ONG d’aujourd’hui s’intéressaient aux populations civiles. Les organisations américaines, avec des moyens humains et financiers remarquables, œuvraient pour venir en aide aux populations civiles d’Europe

Tentes du HCR dans le camp de réfugiés de Lusenda au Congo. 31 juillet 2015. MONUSCO/ Abel KAVANAGH/ Wikimedia Commons.

occidentale et celles d’Europe centrale et orientale. Après 1918, Américains et Européens opéraient au-delà de cette frontière imaginaire, chez les bolcheviks et au Proche-Orient. Entre 1943 et 1948, la première agence des Nations unies, la United Nations Relief and Rehabilitation Administration, avait une vocation humanitaire et était à l’origine des agences onusiennes pour la santé, pour les enfants et contre la faim.

UN BUSINESS ET UNE IDÉOLOGIE

Avec la guerre froide et la décolonisation, l’humanitarisme occidental entrait dans une nouvelle phase. Si les Nations unies, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les États accaparaient le développement, les humanitaires restaient actifs là où les superpuissances le permettaient. Avec la fin de la guerre froide, le nouvel ordre international basé sur l’économie libérale, l’État de droit et la démocratie annonçait le triomphe de la paix mais entamait une saison de guerres de longue durée, de destructions massives et de génocides. Les organisations humanitaires devenaient un imposant

Pourquoi vouloir s’immiscer ? Au près des bénéficiaires, ce geste peut être interprété comme un acte d’arrogance ou une répétition d’un passé colonial.

mouvement, un business et une idéologie, mais leur action était contestée. Aujourd’hui, le climat politique est modifié ; populistes et néonationalistes prennent le pouvoir et les multiples crises environnementales poussent les humanitaires à l’introspection.

Que reste-t-il de la dimension du message universaliste inclus dans l’idée d’aider l’autre, un autre souffrant et lointain, qui vit à plusieurs villes, déserts, océans et lieux de distance ? Qui est « l’autre » lors d’une pandémie ? Pendant longtemps, l’action humanitaire s’est tacitement fondée sur la sublimation de l’autre. Celle-ci était nécessaire : l’autre était la victime par excellence d’un malheur impondérable.

L’humanitaire était habité par l’imaginaire d’un récit puissant : la rencontre héroïque du sauveur occidental et de la victime innocente. Les paroles et les images du voyage, la description d’une nature différente, souvent représentée comme exotique, de coutumes inhabituelles ou encore les détails horribles des violences perpétrées contre des civils, ont été les ingrédients de ce récit. Rien n’était nécessairement inventé, mais tout était dit d’une certaine manière. Le décor était planté pour sublimer l’aventure du geste et l’héroïsme altruiste de l’individu qui l’accomplissait. L’action humanitaire était lisse et sans contradictions.

L'ASYMÉTRIE PATENTE DE L'ACTION HUMANITAIRE

Aujourd’hui, on gomme moins ces contradictions. On évalue l’intérêt du croyant qui, par son geste humanitaire, gagnera son paradis, ou de son *alter ego* cosmopolite qui fera de même au nom de l’universalité séculaire des droits humains. On insiste sur l’asymétrie patente de l’action humanitaire. C’est l’humanitaire, pas le bénéficiaire, qui détermine la nature des besoins, la durée de l’action et les pratiques mises en œuvre. Son action se veut scientifique et efficace pour sauver autant de vies que possible, mais on sait qu’il y aura des sauvés et des oubliés, et qu’il peut y avoir une concurrence des victimes quand plusieurs humanitaires veulent sauver les mêmes victimes. Le succès de l’action est un postulat, même si elle se base sur une information biaisée et partielle. Le geste peut être parfait en soi, il peut être pensé comme universel et apolitique, mais des erreurs seront faites. Les admettre signifie admettre l’échec. Échouer dans l’action d’aider installe le doute chez les donateurs, le public, les bénéficiaires et les humanitaires : le héros n’est pas un saint, il est faillible.

Les autres alors ? Ils peuvent, parfois, essentialiser l’Occident pour le mettre à nu et tirer des leçons. Ces autres ne se perçoivent pas forcément comme des victimes. Ils savent parfaitement bien qu’en devenant victimes ils perdent des droits pour acquérir un statut qui leur est assigné. On a peut-être la vie sauve, mais à quel prix ? Dans quel monde ? Pour

combien de temps ? Les autres se voient parfois comme des combattants. Ils sont souvent politiques, ils revendiquent et n’ont nullement l’intention de se soumettre. D’ailleurs, dans beaucoup de cas, les autres n’ont pas demandé à être sauvés, n’ont pas réclamé une religion, un gouvernement ou de nouvelles technologies. L’arrivée massive d’humanitaires a parfois éveillé — à tort ou à raison — les démons d’un passé colonial qui est tout sauf oublié.

CE « MINIMUM D'HUMANITÉ » QUI SURVIT

L’emblème de deux mondes qui ont fini, bien souvent, par ne pas se parler, c’est le camp de réfugiés. La durée à temps indéterminé de la vie dans un camp fait évaporer la gratitude pour la vie sauve. Le camp est un espace de contraintes où les règles sont établies par une autorité qui n’est pas choisie par la personne sauvée, il peut donc devenir une prison. L’action humanitaire n’est dès lors plus comprise ; elle se corrompt car elle reste profondément humaine : contradictoire et ambiguë. Il est vrai aussi que sans ces gestes humanitaires des dizaines de milliers de personnes périroient sans secours en mer et sur terre ; ce minimum d’humanité qui survit péniblement de nos jours serait remplacé par le froid sidéral de l’indifférence.

LA MIGRATION COMME PRODUIT DE LA MONDIALISATION

Faisal Devji
Professeur d’histoire à l’Université d’Oxford

L’un des paradoxes du capitalisme est qu’il encourage le risque tout en mettant en garde à son encounter. Or, ce que l’on nomme « risque calculé » est seulement possible dans un marché réglementé dont les standards de prévisibilité obèrent les impulsions contradictoires. Si une telle régulation semble exhaustive, les tentatives d’exclure certains acteurs et certaines transactions du marché créent une zone économique parallèle. Cela a toujours été le cas pour le trafic illicite et la contrebande, mais les marchés non réglementés ont également été en croissance exponentielle en raison de la mondialisation. La mobilité et l’expansion que cette dernière permet ont été accompagnées par une large augmentation des exclusions telles les sanctions et autres restrictions de la participation des individus au marché formel. Ainsi, plus les marchés sont réglementés par le biais d’exclusions, plus leurs « alter ego » prennent de l’ampleur. Et lorsque ceci a lieu, la prise de risque s’éloigne de l’évitement du risque et devient une valeur en soi.

Au-delà du monde de la finance, ce phénomène peut être observé dans le mouvement des individus et des biens à travers le monde. En juin dernier, par exemple, l’attention des médias s’est portée sur deux désastres maritimes qui ont eu lieu presque simultanément mais qui diffèrent sur tout le reste. L’un était l’implosion d’un sous-marin non réglementé qui transportait de riches individus vers l’épave du *Titanic* au fond de l’Atlantique ; l’autre était le chavirement

d’un bateau réglementé transportant des réfugiés qui se sont noyés par centaines dans la Méditerranée.

LE PDG ET LES MIGRANTS

Ces deux événements ont généré beaucoup de commentaires concernant la grande attention donnée et les efforts fournis en vue du sauvetage du sous-marin, et le peu d’intérêt pour le navire surpeuplé. Les passagers des deux nefs ont pris des risques incroyables pour leur vie, mais pour des raisons différentes. Le PDG de la compagnie du sous-marin, qui a péri, avait ignoré toutes les mises en garde concernant les risques de sécurité – liant l’innovation à l’absence de régulation. À son image, ses clients ont pu également se penser entrepreneurs prêts à risquer leur vie et profiter de cette expérience, réservée à si peu de personnes. C’était un risque non calculé, défini par la seule aspiration, dans un marché non réglementé.

Nous avons tendance à écarter les risques similaires pris par les migrants, spéculant qu’ils sont désespérés et veulent échapper à leurs vies insupportables afin de vivre en Europe. Et pourtant, la plupart des passagers sur le bateau en Méditerranée ne fuyaient pas la guerre ou la sécheresse, et n’étaient pas des minorités persécutées. Certains étaient même dans de meilleures conditions que les plus pauvres de leurs compatriotes qui ne pouvaient pas se payer le voyage. D’autres parmi eux avaient pris des vols pour atteindre le port dont le navire allait partir, et c’était probablement leur relative prospérité et leur savoir-faire qui leur avaient permis d’aspirer à de meilleurs

jours à l’étranger. Il ne s’agit pas, ici, de nier leur statut de migrants légitimes ou la culpabilité des gouvernements européens de les forcer à prendre de tels risques en fermant toutes les routes et les modes de voyage sûrs.

LA MIGRATION COMME PRODUIT DE LA MONDIALISATION

Traiter les migrants comme des victimes dépourvues de choix ne leur rend pas service. Par le passé, ces migrants avaient tendance à être des hommes plus jeunes qui cherchaient à faire venir leurs familles en Europe. Aujourd’hui, des familles entières, avec des femmes et des enfants, s’embarquent sur des périple bien plus périlleux, prêtes à prendre des risques non calculés dans un marché bien moins réglementé. Qu’est-ce qui justifie ce changement ? Une explication est certainement le marché lui-même, qui aura pris de l’ampleur en taille et en services à chaque fois que les restrictions de voyage légitime ont augmenté. Pourtant, les risques encouragés par ce marché font partie de la même culture mondialisée d’aspiration et de gratification qui a probablement motivé les riches hommes qui ont perdu la vie dans le sous-marin.

Au lieu de concevoir la migration comme un mouvement forcé vers l’inconnu, nous ferions mieux de la lire comme un produit de la mondialisation et des aspirations qu’elle libère.



Au lieu de concevoir la migration comme un mouvement forcé vers l’inconnu, ce qu’elle est rarement, nous ferions mieux de la lire comme un produit de la mondialisation et analyser les aspirations que cette dernière libère partout. Avec leurs téléphones portables et l’accès à internet, leur connaissance, même parcellaire, de l’Europe, et leurs amis ou parents qui y vivent, les migrants peuvent souvent être bien plus connectés à travers le globe que beaucoup de citoyens européens non-migrants. Ils peuvent même, paradoxalement, représenter le modeste succès des États qu’ils quittent pour tenter leur chance ailleurs. Ceux avec un tel savoir et de telles connexions sont donc des acteurs dans un marché mondial au sein duquel l’État et la réglementation internationale sont en retrait grandissant.

UN DÉSIR DE VIVRE À L'ÉTRANGER PLUS QUE LE DÉSESPOIR

Il est vrai que les membres du groupe qui a disparu dans l’Atlantique avaient pris des risques pour une

aventure qu’ils envisageaient comme un amusement, alors que celles et ceux qui se sont noyés en Méditerranée auraient préféré éviter l’expérience du voyage sur le navire, même si tout s’était bien passé. Non seulement riches et pauvres avaient tous deux payé pour des services dans un marché non réglementé mais leurs aspirations respectives étaient aussi déterminées par un contexte similaire de mondialisation. Qu’un groupe ait agi par désespoir n’altère pas le fait que les risques qu’il a pris appartenaient tout autant à un marché dont la configuration n’est désormais plus confinée à l’économie formelle – de la même façon que les risques ne peuvent plus être calculés dans une économie informelle.

En janvier, un couple indien et leurs enfants sont morts de froid en traversant la frontière entre le Canada et les États-Unis. Il s’agissait d’individus de classe moyenne dotés d’une maison, d’une voiture et de serveurs en Inde. Ils avaient eu les moyens d’arriver au Canada en tant que touristes, avant de tenter de s’infiltrer

aux États-Unis, probablement en tant que migrants sans papiers dans un motel géré par des proches. Pourquoi ont-ils pris de tels risques pour un tel futur ? Les informations qui ont émergé, celles d’un désir de vivre à l’étranger, dénotent une aspiration et des connexions mondialisées plus que le désespoir et le besoin. Tout comme ceux qui ont péri dans l’océan, les risques qu’ils ont encourus avaient la valeur d’un pari dans un marché imprévisible.

© Paul BLENKHORN/
Unsplash



L'OCCIDENT ET L'ALTÉRITÉ | VALEURS ET MESURES

LE RACISME DANS L’ODYSSÉE DU CAPITAL

Isabelle Lucas

Docteure en histoire de l’Université de Lausanne

En ce **XXI^e** siècle, le racisme persiste dans les sociétés occidentales dites de tradition démocratique et humaniste. L’actualité nous le rappelle régulièrement. Ni les drames des siècles antérieurs, ni les progrès de la connaissance, ni les nombreuses conventions internationales n’ont pu l’éradiquer. C’est là un poison instillé dans les veines de l’Occident, Suisse comprise, il y a longtemps. Du **XV^e** siècle — début de la mondialisation du capital — à aujourd’hui, le racisme a été l’un des socles de l’expansion européenne outre-mer.

La « soif sacrilège de l’or » d’Adam Smith fut le principal moteur de la conquête des Amériques. Alors que des tonnes d’argent et d’or étaient drainées vers l’Espagne, les autochtones furent soumis à la dépossession des terres, momentanément à l’esclavage et aux massacres méthodiques (physiques, économiques et symboliques). Puis, pour la culture du coton et de la canne à sucre, l’esclavage des Noir-es, alimenté par la traite négrière (du **XV^e** au **XIX^e** siècle), fut institué. Les Églises y apportèrent leur bénédiction. Au total, 12,5 millions

d’hommes, de femmes et d’enfants furent déportés (chiffre qui n’inclut pas les morts) d’Afrique vers les Amériques, ce que la Conférence mondiale de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l’intolérance qui y est associée (2001) a reconnu comme crime contre l’humanité.

LE RÔLE DE L’ESCLAVAGE DANS L’AVÈNEMENT DU CAPITALISME

Si la Suisse ne fut pas l’une des grandes puissances esclavagistes (Portugal, Espagne, Angleterre, Danemark,

Plantation de café. Gravure de William Blake dans *The History of Slavery and the Slave Trade, Ancient and Modern* (1860). Wikimedia Commons.

Suède, France et Hollande), il est avéré que des commerçants, industriels et banquiers helvétiques ont investi chacune des étapes du commerce triangulaire. Du capital a ainsi été accumulé, et des fortunes se sont constituées. Le Trinidadien Eric Williams a démontré le rôle historique de l’esclavage dans l’avènement du capitalisme industriel (*Capitalisme et esclavage*, 1944). Faisant l’objet de débats passionnés entre historiens, cette thèse s’est étoffée, dès les années 1980, sur la base de données macroéconomiques, enrichie par les travaux de l’historien nigérian Joseph Inikori.

La justification de ces crimes sur les peuples extra-européens produisit un racisme « scientifique », à partir du **XVII^e** siècle, soit en même temps et postérieurement aux « Lumières ». Le comte de Gobineau (1816-1882), un Français, en publia une synthèse (*De l’Inégalité des races humaines*, 1854). Cette rationalisation devint incontournable pour l’expansion coloniale du **XIX^e** siècle. Ses adversaires, comme l’anthropologue haïtien Anténor Firmin (1850-1910) qui rétorqua par *De l’égalité des races* (1885), ne furent pas entendus, alors que certains Suisses, tels le glaciologue Louis Agassiz (1807-1873) ou le biologiste Émile Yung (1854-1918), contribuaient au développement et à la diffusion de ces théories racistes.

LA SECONDE EXPANSION COLONIALE OCCIDENTALE

Le **XIX^e** siècle fut celui de l’industrialisation de l’Europe et de l’Amérique du Nord et de l’abolition de l’esclavage, pour lequel des Suisses et des Suissesses se mobilisèrent. Ce fut aussi le siècle de l’indépendance des premières colonies d’Amérique, menée sous le leadership des euro-descendant-es et au détriment des populations amérindiennes survivantes et afro-descendant-es. Ce fut encore celui de la seconde expansion coloniale occidentale, résolument raciste.

L’Afrique, l’Asie et le Pacifique, essentiellement, furent découpés en territoires placés sous l’autorité directe (colonie, protectorat, etc.) ou indirecte (zone d’influence) d’une poignée d’États occidentaux et du Japon. L’ampleur des conquêtes fut telle qu’on estime que 70 % des habitant-es actuels de la

planète ont un passé colonial, soit en tant qu’anciens colonisateurs, soit comme ex-colonisé-es. Dans ces contrées dominées, la présence du capital helvétique est avérée. Pour la Suisse, les historien-nes parlent d’un impérialisme « feutré », « masqué » ou encore en « gants blancs ». Il repose sur l’émigration d’un personnel hautement qualifié et l’exportation de capitaux qui, dans le sillage des grandes puissances, furent placés dans des secteurs de niche (notamment or et diamants d’Afrique du Sud, cacao du Ghana, café de Tanzanie, propriété foncière en Algérie ou encore électricité en Argentine). Ces capitaux fructifièrent à l’ombre du pillage des matières premières et de l’exploitation de la force de travail colonisée.

L’expansion coloniale du **XIX^e** siècle, inscrite dans la mondialisation capitaliste, fut alors justifiée par la « mission civilisatrice » de l’Occident et considérée comme le « fardeau de l’homme blanc ». Elle eut pour assise l’orientalisme et la « bibliothèque coloniale » africaniste (théorisés respectivement par Edward Saïd et Valentin-Yves Mudimbe), (re)producteurs de stéréotypes différentialistes, racistes. Il s’y combina une culture visuelle diffusée au travers des expositions coloniales et impériales. Les zoos humains de colonisé-es extra-européen-nes, notamment, rencontrèrent un succès populaire inédit, y compris en Suisse. Ils forgèrent les représentations racistes qui perdurent en partie aujourd’hui.

LE RÔLE PRÉDATEUR DE LA SUISSE

Malgré les indépendances du **XX^e** siècle et la guerre dite « froide », la mondialisation du capitalisme s’est poursuivie par l’échange inégal permanent. Gagnant en intensité à partir des années 1980, elle se déploie sous forme d’accumulièrement des matières premières du Sud global par les puissances occidentales — en rivalité avec la Chine, devenue deuxième puissance capitaliste mondiale. La Suisse y joue un rôle central en tant que plaque tournante du négoce des matières premières (aussi bien issues du travail des enfants d’Afrique que de l’écocide en Amazonie). Elle est aussi réputée en tant que localisation des fortunes des prédateurs politico-économiques du Sud.

La mondialisation devenue néolibérale a intensifié, surtout dans le Sud, les injustices et les inégalités sociales. Elles ont accru la migration économique vers l’Occident. Celui-ci, en verrouillant davantage ses frontières par l’« immigration choisie » (la « fuite des cerveaux » d’ailleurs), favorise une migration et une immigration informelles — celle-là étant assez meurtrière, celle-ci pourvoyeuse de main-d’œuvre sur-exploitable. Cette présence extra-occidentale croissante favorise un néoracisme dont le culturalisme peine à cacher le fond raciste de l’époque moderne, fantasmant sur une invasion en vue d’un supposé « grand remplacement ».

■ Isabelle Lucas est l’auteure de *Un impérialisme électrique : un siècle de relations économiques helvético-argen­ti­nes, 1890-1979* (Antipodes).

Malgré les indépendances du XX^e siècle et la guerre dite « froide », la mondialisation du capitalisme s’est poursuivie par l’échange inégal permanent.

3

TROISIÈME PARTIE

Le poids de la suprématie

S'il est un paramètre qui s'impose indubitablement dans l'établissement des rapports, passés et présents, entre l'Occident et l'altérité, c'est celui de la question de la suprématie que ce dernier a violemment projeté mondialement au cours de longs siècles. Colonialismes, impérialismes, hégémonies et dominations multiformes sont le lexique majoritaire dans l'examen de ces relations initialement bâties sur l'asymétrie et la dépossession. La récurrence et la multiplicité des formes de prépotence révèlent un legs qui nous renseigne de façon cruciale sur les positionnements contemporains, de part et d'autre. Amnésique relativisation de cette position de primauté d'un côté, omniprésente invocation de cet expansionnisme planétaire de l'autre.

Pour autant, l'ombre portée de cette puissante histoire du monde ne se réduit pas à un antagonisme de camps idéologisé. Pour obtenir les clefs interprétatives de cette dimension si prégnante aujourd'hui, j'ai d'abord convié l'écrivaine Sophie Bessis, pionnière dans le riche examen de cette question, à nous livrer son analyse des conséquents croisements de la mémoire, de l'appropriation et des privilèges.

J'ai ensuite appelé le sociologue Benoît Challand, méticuleux chercheur de terrains pluriels, à porter son regard sur la martialité et la brutalité qui ont tant présidé aux destinées de cette marche européenne de la marginalisation d'autrui.

Enfin, j'ai requis la vision de mon collègue, l'historien Gopalan Balachandran, spécialiste de la mondialisation, afin d'en savoir plus sur les conséquences de la perte actuelle de suprématie occidentale ainsi que cette « nouvelle guerre froide » encore si peu lisible. Annonce-t-elle l'avènement de nouvelles formes de suprématie et une innovante grammaire de relocalisation de la confiscation ?

Mohamed Mahmoud Mohamedou

RIEN NE S'OUBLIE

Sophie Bessis
Historienne

Rien ne s’oublie jamais mais tout se réécrit. L’Histoire est un palimpseste sur lequel sont visibles toutes les traces du passé pour peu qu’on veuille bien les lire sous la couche du présent qui les couvre. Mais c’est le présent qui en commande la lecture. Dans les récits nationaux, ces romans construits par les dirigeants et leurs intellectuels organiques pour que les peuples parfois désunis qu’ils gouvernent aient le sentiment d’appartenir à une même nation, l’expérience du passé récent détermine la lecture du passé lointain au gré des passions du présent. C’est ainsi qu’on oublie ce qu’il convient d’oublier et que l’on donne à certains évènements une importance qu’ils n’ont pas toujours eue si l’on s’en tient aux faits. Ainsi la mémoire, souvent incertaine et toujours sélective, parvient à régner sur l’Histoire. Elle le fait en opérant un tri, changeant selon les époques et les circonstances, dans la masse des matériaux mis par les millénaires à sa disposition.

Dans le cas des rapports tourmentés qu’entretient l’Occident avec ceux qu’il a considérés des siècles durant comme des « autres » et privés du même degré d’humanité que ses propres ressortissants, ce travail de tri continue de faire son office. S’il faut lui reconnaître d’avoir condamné certaines des pires exactions de la longue liste qui a accompagné ses entreprises de conquête et sa domination sur le reste du monde, il hésite au seuil d’une remise en question plus radicale du rôle qu’a joué l’expansion planétaire de sa modernité dans les tragédies traversées par ceux qu’il avait placés sous sa coupe. Il n’y arrive pas. Et il tente désormais de s’exonérer de sa responsabilité dans le saccage systématique du vivant qui l’a accompagnée, dont toute l’humanité paye aujourd’hui la facture. Mais surtout, il n’est pas sûr qu’il se soit débarrassé de cette culture

de la suprématie forgée au cours des siècles durant lesquels il s’est approprié le monde pour son unique usage, faisant de tous les « autres » les soutiers de sa fortune et les serviteurs de ses privilèges. Ceux qui le dirigent et ceux qui en profitent ne peuvent concevoir de n’être plus le centre de notre monde et craignent de voir cette suprématie menacée.

CES « AUTRES » SE SONT MIS À PARLER

Car le monde a changé, qu’on me pardonne ce truisme. Ces « autres » si longtemps réduits au silence se sont mis à parler et convoquent eux aussi le passé à la lumière duquel ils demandent des comptes. Les vainqueurs d’hier ne sont plus seuls à écrire l’Histoire. Ceux qui furent soumis ont entrepris depuis un demi-siècle de l’écrire eux aussi, ou de la réécrire à leur convenance. Ces nouvelles lectures qui se veulent des réponses aux fabrications coloniales ou orientalistes rouvrent, par leur rappel des forfaits occultés, les vieilles blessures des colonisés.

De fait, tout se passe aujourd’hui comme si chaque récit historique se posait en miroir de son concurrent. Quand on désire faire croire d’un côté que la colonisation appartient au passé en voulant oublier que nombre de ses séquelles restent d’une brûlante actualité, que bien des inégalités mondiales contemporaines y trouvent leur source et qu’elle peut changer de forme en perpétuant ses logiques, on érige de l’autre le fait colonial en attribut ontologique de l’ancien maître échappant à l’Histoire et à ses mutations. À la rhétorique de la supériorité morale de l’Occident dont les dirigeants encensent *ad nauseam* les « valeurs » qu’ils n’hésitent pas à bafouer quand il s’agit de leurs intérêts, répond de plus en plus souvent un discours où toute norme démocratique est récusée au prétexte qu’elle servirait de cheval de

Troie aux tentations hégémoniques toujours vivaces des nations occidentales. Les contre-discours répondent aux discours en se faisant comme leur écho. Aux amnésies dont le récit historique occidental est truffé — car il faut bien légitimer la volonté de continuer à diriger le monde — s’oppose en face l’hypermnésie de la domination et de l’humiliation que la première a partout engendrée.

DEUX CONDITIONS NÉCESSAIRES

Or l’Histoire n’a rien à gagner à un tel affrontement des mémoires. Que faut-il faire pour que le miroir cesse de refléter l’autre comme on voudrait qu’il soit ? D’un côté la certitude — certes moins tranquille que naguère mais certitude quand même — que l’ancien dominé a toujours besoin de l’aide devenue bienveillante de l’ancien dominant transformé par miracle en philanthrope du développement ou en preux chevalier de l’assistance humanitaire. De l’autre, la conviction que rien ne peut être bon de ce qui arrive du Nord et qu’il

Les zones intermédiaires, où Nord et Sud, Orient et Occident se rencontrent et se mélangent, ménagent des espaces aux réflexions critiques de part et d’autre. Mais elles sont encore trop modestes pour peser.

convient de tout récuser pour se protéger des turpitudes de ceux qui n’ont pas renoncé à commander. Il fallait certes démonter cette construction de l’oubli en puisant à toutes les sources permettant de retrouver l’enchaînement d’une domination occidentale séculaire qui fait encore en bien des domaines sentir ses effets. Une telle réécriture du passé, donnant enfin à voir le prix qui fut payé par les « autres » pour assurer la prospérité d’une petite

partie du monde, était indispensable. Pour autant, la posture réactive où l’on regarde l’ancien maître en oubliant de se regarder, où l’on ne retourne pas vers soi le miroir, où l’on tisse le récit de sa propre gloire en l’opposant à celle dont l’Occident s’est trop longtemps drapé, n’est pas forcément le meilleur chemin vers l’indépendance des esprits. Certes, les zones intermédiaires où Nord et Sud, Orient et Occident se rencontrent et se mélangent ménagent des espaces aux réflexions critiques de part et d’autre. Mais elles sont encore trop modestes pour peser.

Deux conditions semblent nécessaires pour les élargir : l’obligation pour l’Occident d’accepter son décentrement et de ne se voir enfin que comme une des régions d’un monde multiple, et celle pour ceux qui ne veulent plus être des « autres » de prendre tout de leur histoire, de l’explorer pour eux et pas seulement pour ceux à qui ils veulent répondre. Alors, peut-être, les uns et les autres pourront commencer à se parler.

■ Sophie Bessis est l’auteure de *L’Occident et les autres : histoire d’une suprématie* (La Découverte), *La double impasse : l’universel à l’épreuve des fondamentalismes religieux et marchand* (La Découverte) et *Je vous écris d’une autre rive : lettre à Hannah Arendt* (Elyzad).



VIOLENCES ET SUPRÉMATIES

Benoît Challand

Professeur de sociologie à la New School for Social Research, New York

« L’Occident » est un terme problématique. Il sert de fourre-tout aux sociétés capitalistes avancées, aux alliances stratégiques de la guerre froide, telle l’OTAN, et il recouvre des aires géographiquement disparates allant de l’Australie au Canada, avec des cultures composites (le Japon et la Scandinavie, par exemple) mais liées par la même forme démocratique libérale. Dans l’imaginaire collectif, le concept prend un contenu plus clair quand il est construit en termes relationnels : si l’on dit « l’Occident face aux colonies », « le problème de l’islam »

ou « la menace chinoise », les contours de cet Occident deviennent plus clairs. C’est aussi bien le cas pour les « Occidentaux », conditionnés à agir de manière commune en cas de perception de menaces externes, que pour les non-Occidentaux : les gens imaginés de « l’Orient », les pays du camp ex-communiste ou les populations du « Sud » voient facilement des traits communs à cet Occident dominateur. Ce qui est particulièrement frappant est que l’histoire est presque systématiquement évacuée quand les Occidentaux pensent leurs relations aux Autres, alors

que pour ces derniers l’histoire est un des premiers motifs qui sous-tendent leurs critiques. Dans le monde euro-atlantique, on assiste à une amnésie ou une aphasie autour de suprématies passées et présentes dans les interactions entre l’Occident et les Autres. De l’autre côté, on ne cesse de pointer du doigt les histoires de domination impériale, coloniale et/ou capitaliste pour justifier des demandes de rééquilibrage et de compensations pour les torts du passé. Considérons le cas de violences liées aux suprématies occidentales. On peut prendre le terme « violence » au sens strict de destruction

© Steve JOHNSON/
Unsplash

ou de force exercée de manière disproportionnée, ou de manière plus large pour décrire l’usage de force physique, systémique ou symbolique à des fins de domination ou de coercition.

L’OUBLI DE LA VIOLENCE

Les violences coloniales européennes en Afrique et au Moyen-Orient sont largement connues car l’Angleterre, la France, l’Espagne et l’Italie ont tenté de soumettre une partie du Maghreb et de l’Égypte à leur contrôle direct. Ces épisodes se sont soldés par des révolutions et mouvements d’indépendance, mais n’ont été que laborieusement reconnus : l’Espagne garde toujours des poches territoriales au Maroc ; l’Italie a refusé jusqu’en 2009 la diffusion du *Lion du désert* de Moustapha Akkad, un film narrant la grande révolte du Libyen Omar al-Mokhtar contre les violences militaires fascistes au début des années 1930 ; l’Angleterre a continué à exercer un contrôle sur l’Égypte, le Soudan et le canal de Suez bien au-delà de 1945, alors que les Français peinent à réaliser l’ampleur des distorsions et violences infligées en Algérie durant la guerre d’indépendance.

Le problème mémoriel n’est pas seulement une question d’historiographies nationales qui disent à mots couverts la violence passée, il est aussi partisan. D’une part les courants de pensées de droite

L’histoire est presque systématiquement évacuée quand les Occidentaux pensent leurs relations aux Autres, alors que pour ces derniers l’histoire est un des premiers motifs qui sous-tendent leurs critiques.

embellissent les bienfaits du colonialisme, et d’autre part la gauche, même celle militante marxiste, oublie comment des actes de violence ont été ouvertement soutenus afin de défendre les conditions des travailleurs européens aux dépens des populations « indigènes ». Ainsi, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, 40 000 Algériens musulmans furent massacrés par la police française dans les villes de Sétif,

Guelma et Kherrata pour avoir fêté la fin de la guerre avec le drapeau algérien. Le Parti communiste français donna son soutien aux autorités françaises, signifiant ainsi que les vies européennes comptaient plus que celles des Algériens arabes.

La présence de soldats africains impliqués dans les deux guerres mondiales aux côtés des troupes françaises ou britanniques a généré des débats occasionnels en Europe et une reconnaissance des actes de fraternité et de solidarité qui transcendaient les lignes de partage colonial. Mais on oublie le poids inégal que les Algériens, Tunisiens ou Sénégalais ont payé en termes de risques et de coûts humains. La recherche de volontaires dans ces pays était souvent concentrée dans des parties de ces protectorats ou colonies où les conditions économiques étaient particulièrement difficiles. Ces politiques coloniales ont laissé des marques de marginalisation profondes qui encore aujourd’hui alimentent certains flux migratoires. Ainsi en Tunisie, c’est le sud du pays qui a fourni des soldats, une région qui n’avait pas les mêmes infrastructures économiques au temps de l’indépendance. C’est aussi le sud du pays qui s’est révolté contre le président Zine el-Abidine Ben Ali en décembre 2010.

NE PAS AVOIR PEUR DE PARLER DU PASSÉ

Il y a ainsi une longue histoire de la marginalisation et de la violence symbolique, économique et physique qu’il ne faudrait pas oublier. On peut par exemple évoquer les négociations intergouvernementales sur le réchauffement climatique. Les dernières conférences de Glasgow et de Charm el-Cheikh ont buté sur la question de la sortie des combustibles fossiles et la ligne de clivage était à nouveau entre l’Occident et les pays anciennement colonisés. L’Inde, en particulier, s’est faite le porte-parole du « Sud global » pour demander que les avantages acquis par l’Occident durant la période coloniale forment une base pour un mécanisme de compensation financière aux ex-pays colonisés qui ont encore un plus grand besoin de charbon.

Que faire alors ? Il ne s’agit pas de vivre uniquement dans le passé, une attitude qui ne serait bénéfique ni aux Occidentaux (on est plus que son propre passé) ni aux Autres, qui souvent peuvent se réfugier dans une version romantique de résistance anticoloniale au lieu d’améliorer le présent et le futur des relations internationales. Mais il ne faut pas non plus avoir peur de parler de ce passé que l’on connaît (en partie) mais que l’on tait trop souvent. Les suprématies naissent d’inégalités politiques et discursives, et se concentrer sur ces bases matérielles peut aider à trouver de nouvelles solutions de coopérations internationales.

■ **Benoît Challand est l’auteur de *Violence and Representation in the Arab Uprisings* (Cambridge University Press).**

NOUVELLE GUERRE FROIDE ET CRISE DE LA DOMINATION OCCIDENTALE

Gopalan Balachandran

Professeur d’histoire et politique internationales et codirecteur du Centre Albert Hirschman sur la démocratie, Geneva Graduate Institute

La domination de nouveau contestée, l’Occident a décidé de réécrire les normes et règles du jeu. Le système international contemporain qui est apparu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale était biaisé à l’encontre des pays du Sud. Initiés au début des années 1960, les efforts pour remédier à cette asymétrie — en mobilisant leur force numérique à travers des structures telles que le Mouvement des pays non-alignés ou le Groupe des 77 — se sont essoufflés à l’orée des années 1980 face aux programmes d’ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Les pressions de dérégulation imposées par ces institutions ont ravagé les contrats sociaux locaux et enterré une grande partie du Sud sous une montagne de dettes. Les années 1980 et les années 1990 ont ensuite été des « décennies perdues ».

Le système international post-1945 avait incorporé deux modèles de gouvernance. D’une part, le droit des nations à un suffrage égal au sein de l’Assemblée générale des Nations unies reproduisait les systèmes politiques nationaux et le vote citoyen. D’autre part, le vote pondéré en fonds au FMI et à la Banque mondiale renversait, pour sa part, l’égalité souveraine en introduisant des normes de gouvernance « par actions » dans les relations entre nations. Le Conseil de sécurité des Nations unies établissait, pour sa part, une logique féodale en octroyant un privilège seigneurial de veto à cinq membres permanents. En infériorité numérique et mis en minorité de vote par leurs anciennes colonies, les

puissances occidentales ont commencé alors à ignorer l’Assemblée générale des Nations unies. Cette mise à l’écart a reflété l’effacement du principe d’égalité souveraine et a miné les solidarités du Sud, forçant les pays de cette aire à entrer dans une concurrence à la dérégulation dans l’espoir d’attirer les investissements occidentaux, d’accélérer leur croissance et d’accroître leur poids dans le système international.

LA CHINE EST DEVENUE LA CIBLE PRINCIPALE DES ÉTATS-UNIS

Mais les règles changent encore une fois. Craignant la perte de leur domination militaire et technologique, les États-Unis ont alors abandonné leur posture économique libérale pour la remplacer par une politique industrielle stratégique. Les leaders de l’Union européenne (UE) ont, de même, commencé à souligner l’importance d’une « souveraineté industrielle stratégique ». Si le discours occidental de dissociation avec la Chine s’est tu, il reste que l’atténuation des risques concernant les chaînes d’approvisionnement ou la « délocalisation chez les amis » (*friend-shoring*) ont d’évidentes implications géostratégiques. Cela soulève également la question de l’identité de ces « amis », et ce qu’ils doivent faire pour être ou demeurer des amis.

Les réponses à de telles questions ne peuvent guère être rassurantes lorsque l’on sait que la sécurité des circuits d’approvisionnement est devenue un objectif de sécurité nationale pour les États-Unis — selon le conseiller à la Sécurité nationale Jake Sullivan qui lie explicitement cet objectif au « renouvellement du leadership économique

La crise actuelle est avant tout révélatrice du fait que la domination occidentale n’a jamais été aussi faible et que sa logique moralisante est en ruine.

américain ». En introduisant des contrôles sur le *digital critique* et les technologies vertes, et de même sur les investissements transfrontaliers, ces efforts américains pour réaffirmer leur domination risquent de perturber la vie économique et sociale dans le monde. L’objectif américain de lier sa restructuration économique à des politiques d’alliance et de défense pourrait entraîner l’élaboration de futures relations économiques et technologiques autour de partenariats de sécurité.

Dans ce contexte, la Chine est devenue la cible principale des États-Unis, accompagnés mollement par l’UE en dépit de ses intérêts économiques et financiers en Chine. De plus, la stratégie américaine de « sécurisation » des partenariats technologiques et économiques fait écho au « avec nous ou contre nous » exprimé par diverses administrations américaines envers les pays non-alignés depuis les années 1950 et au lendemain du 11-Septembre. Si les proclamations américaines de défense de la liberté et de la démocratie sont peu crédibles, la Chine n’est également pas l’Union soviétique de la guerre froide, et l’on ne peut si aisément sommer le monde de redéfinir ses relations avec Beijing. En dépit de ses déséquilibres commerciaux, pratiques de prêt à l’étranger et des autres tensions de



commerce, technologie et investissement, la Chine demeurera vraisemblablement la principale source mondiale d’échange commercial et de capital, notamment pour les pays du Sud.

UN NOUVEL ORDRE POLITIQUE EST NÉCESSAIRE

Pourquoi alors l’administration Biden persiste-t-elle dans la poursuite d’un pari stratégique qui comporte de graves risques pour le monde ? La réponse se trouve plus aux États-Unis qu’en Chine. La « politique industrielle stratégique » est le projet MAGA (« Make America Great Again », rendons l’Amérique grande à nouveau) de Joe Biden ; elle reflète les mêmes peurs et anxiétés qui ont nourri l’ascendance politique de Donald Trump. Le conseiller Sullivan lui-même décrit cette approche comme une « politique étrangère pour la classe moyenne » — un discours familier aux États-Unis comme code social pour les Blancs cols-bleus qui souffrent depuis des décennies de

la désindustrialisation. Trump avait racialisé leur colère à l’encontre d’autres Américains et de migrants d’Amérique latine. Biden recentre leur rage contre la Chine, tout en tentant une note plus optimiste afin de calmer les tensions sociétales autour de l’érosion des privilèges de la domination des Blancs — un bien cynique cri du cœur du président américain.

Au final, la stratégie de Biden pour calmer l’Amérique risque d’attiser les tensions dans le monde. C’est aussi un rappel effrayant du lien intime entre la crise de la suprématie occidentale dans le monde et la crise de la domination blanche en Occident. Un petit groupe de puissances du Sud peut encore se prévaloir de partenariats privilégiés avec l’Occident, notamment si ces nations offrent des marchés juteux pour les marchands d’armes ou si elles se positionnent en ligne de front contre la Chine. Pour autant, la crise actuelle est avant tout révélatrice du fait que la domination occidentale n’a jamais été aussi

faible et que sa logique moralisante est en ruine. Un ordre politique reflétant les nouvelles réalités est plus que jamais nécessaire, mais il demeure élu­sif.

Le président Joe Biden débarque d’Air Force One. iStock.

Déclins et alternances

4

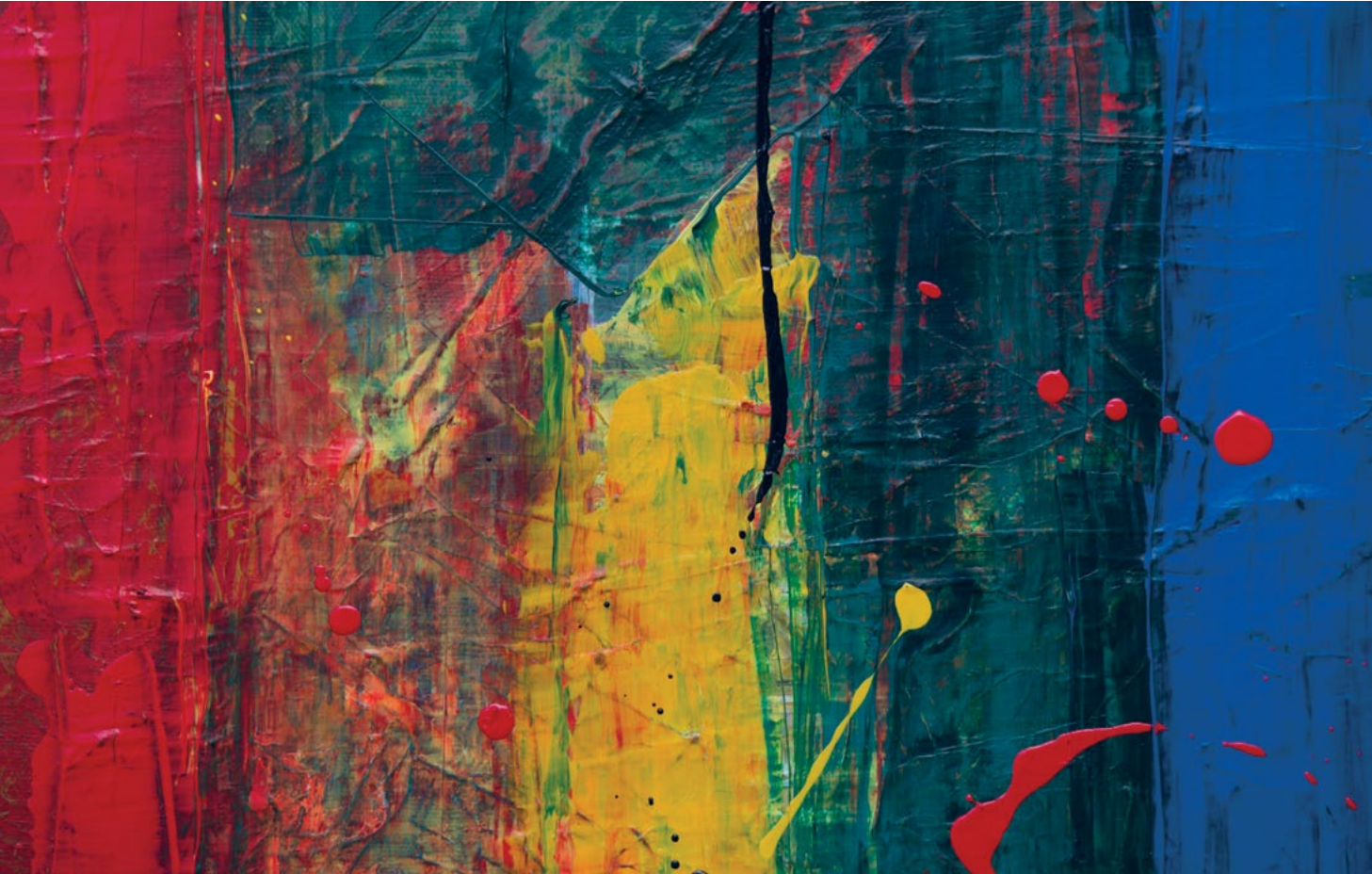
Si l'Occident a vécu une importante période de suprématie sur les autres, ce temps arriverait-il à sa fin ? Le crépuscule occidental, si débattu, est-il déjà entamé — et de quand daterait cette amorce (la décolonisation des années 1960 ? L'inexorable progression de la Chine depuis les années 1970 ? Le multilatéralisme de l'après-guerre froide ? Le récent retour de la Russie ?) — ou bien cette aire du monde, quelle que soit sa délimitation, est-elle encore en mesure de renouveler son hégémonie ? Au vrai, il est révélateur que les termes de l'échange international soient si souvent posés en seule logique d'ascension ou de déclin. La surprésence de ce binôme confirme, si besoin en était, que la guerre et l'État, et leur imposition sur les autres, demeurent encore les forces structurantes du monde — n'en déplaise aux constructeurs de paix et aux sociétés civiles transnationales. À moins que l'amenuisement — trajectoire naturelle de vie — soit naturellement bénéfique, ouvrant à la fois la possibilité de reconstructions assainies et de nouveaux horizons communs.

Pour y voir plus clair, j'ai demandé à l'ancien secrétaire général adjoint des Nations unies Jean-Marie Guéhenno, diplomate chevronné, de décrypter cet ébranlement qui secoue l'Occident, forçant son repositionnement mondial.

Cette crise étant intrinsèquement liée à la question de l'universalisme, j'ai convié le journaliste Alain Gresh, dont l'historique *Monde diplomatique* a influencé toute une génération, à se pencher sur les causalités du frein à la poursuite de cet idéal.

Enfin, la sagacité de l'analyse du géopolitologue Koert Debeuf nous permet de mettre en lien l'importance de la crédibilité internationale et les mutations de l'ordre mondial en cours.

Mohamed Mahmoud Mohamedou



L'OCCIDENT ET L'ALTÉRITÉ | DÉCLINS ET ALTERNANCES

LA CRISE DE L'OCCIDENT

Jean-Marie Guéhenno

Ancien secrétaire général adjoint de l'ONU et professeur à la Columbia University à New York

L'Occident est-il en déclin ? Oswald Spengler a répondu par l'affirmative il y a un peu plus de cent ans. Avait-il raison ? Avec la Première Guerre mondiale, la vieille Europe s'était suicidée, mais les États-Unis d'Amérique reprirent le flambeau occidental ; le XX^e siècle, pour le meilleur et pour le pire, a été un siècle occidental, et plus précisément, américain. L'Occident arrive-t-il aujourd'hui au bout de son chemin historique ? La crise de la démocratie américaine, illustrée par l'élection de Donald Trump et sa possible réélection, le remarquable succès de la Chine et la montée du « reste » du monde nourrissent le doute des Occidentaux

sur eux-mêmes, et le doute du reste du monde sur l'Occident. Reconnaissons d'abord que l'idée même d'Occident est un concept occidental. Cette totalisation simplificatrice, qui ignore les multiples différences entre pays, est caractéristique d'une pensée qui a aussi inventé l'idée de monde. L'Occident, qui fut d'abord limité à l'Europe, a conquis le monde. Cette conquête est aussi ambiguë que le rapport de l'Occident au monde. On y trouve la curiosité des savants et l'universalisme des philosophes, mais aussi la violence des conquistadors et la cupidité des colons. Les descendants de ceux qui ont subi la violence occidentale — traite

des esclaves, pillage des ressources, sacage de la planète — demandent aujourd'hui des réparations. Paradoxalement, cette perspective se situe dans une logique occidentale universaliste où le monde fait système et où la justice doit s'apprécier au niveau de la planète. Comme les anticolonialistes d'hier, qui retournaient contre le colonisateur la pensée critique de l'Occident en faisant appel à l'européen Karl Marx, ils utilisent en les enrichissant des concepts nés en Occident. La dernière victoire de l'Occident est peut-être de fournir les concepts qui permettent de le remettre à sa place.

© Steve JOHNSON/
Unsplash

UN UNIVERSALISME À GÉOMÉTRIE VARIABLE

C'est une bonne chose que les Occidentaux aient aujourd'hui conscience que leur passé est aussi une histoire de violences et de crimes ; cela peut les inciter à plus d'humilité et de tolérance. Faut-il leur en faire honte et remplacer les anciens rapports de domination par un nouveau rapport de culpabilité ? Je ne crois pas. On ne bâtira pas une vraie communauté internationale sur le déni du passé, mais on ne la construira pas davantage sur la honte, qui nourrit le ressentiment, et en fin de compte l'extrême droite. L'Occident doute aujourd'hui à la fois de son passé et de son avenir, et cette double interrogation menace l'une des principales sources de son dynamisme : la confiance dans le progrès indéfini de l'humanité. Après la fin de la guerre froide, les Occidentaux s'étaient persuadés que le triptyque démocratie, paix et prospérité les définissait et devait définir l'avenir du monde. Le reste du monde, pour lequel 1989 n'a pas marqué la même rupture, n'en a jamais été convaincu, et les guerres menées par les Occidentaux les trois dernières décennies — Kosovo, Irak, Libye — ont renforcé ces doutes.

Plus récemment, le contraste entre la mobilisation pour l'Ukraine et la faiblesse des réactions occidentales aux guerres qui déchirent l'Afrique et le Moyen-Orient ainsi que les ressources limitées mises à disposition du Sud lors de la pandémie de Covid-19 illustrent le décalage entre affirmation de principes universels et engagement de la part de l'Occident. L'universalisme occidental n'apparaît alors que comme l'habillage de sa domination : l'Occident a été moins pacifique qu'il ne le prétend et son universalisme est à géométrie variable. Dans le même temps, l'automaticité du lien entre démocratie libérale et prospérité est mise en doute. La Chine offre le spectacle d'une dictature qui a sorti de la pauvreté des centaines de millions de

C'est une bonne chose que les Occidentaux aient aujourd'hui conscience que leur passé est aussi une histoire de violences et de crimes ; cela peut les inciter à plus d'humilité et de tolérance.

Chinois, et son modèle séduit d'autant plus qu'il contraste avec la polarisation croissante des démocraties établies. La démocratie indienne s'accompagne de croissance mais elle ressemble de plus en plus à une démocratie illibérale où le nationalisme identitaire hindou exclut des millions de musulmans.

ABSENCE D'IDÉOLOGIE ALTERNATIVE

Aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique, la réponse occidentale a perdu son évidence. Le président américain peut bien convoquer un sommet des démocraties, le reste du monde reste sceptique, plus indifférent qu'hostile. Cette indifférence est révélatrice du monde dans lequel nous vivons : on y parle moins de non-alignement que de multi-alignement, formule élégante pour décrire l'opportunisme. Ni le mouvement non-aligné de l'appel de Bandung, ni l'Internationale communiste n'ont aujourd'hui de véritables héritiers. Ni la Chine, ni le « Sud global », ni même la Russie ne présentent de véritables idéologies alternatives. Et si une majorité refuse de mettre en œuvre les sanctions occidentales contre la Russie, ce n'est ni par sympathie pour la Russie, ni par hostilité envers l'Occident, mais simplement pour préserver les marges de manœuvre dans un monde transactionnel où l'Occident n'est plus en mesure d'imposer son idéologie par un rapport de force.

En revanche, l'idéologie de la réussite individuelle, caricature néolibérale de l'esprit des Lumières, est désormais

présente sur tous les continents, et elle est un formidable libérateur d'énergies. De New York à Mumbai, les élites économiques poursuivent le même rêve d'enrichissement personnel. Mais l'idéologie de la réussite individuelle crée un grand vide en détruisant l'ambition collective dont toute société a besoin pour survivre. Cette dépolitisation du monde est la paradoxale victoire de l'Occident et son plus grand échec. Nationalisme et religion deviennent le recours d'individus à la recherche d'une identité collective. Ce retour du collectif sous sa pire forme, fanatisme national ou religieux, est la vraie défaite de l'Occident. Il est la réaction naturelle à la fausse victoire que l'Occident a remportée quand la planète entière a semblé adopter l'individualisme triomphant.

Parce qu'il est moins la victoire d'une vision alternative du monde que le révélateur des faiblesses intrinsèques de l'Occident, ce rejet devrait faire réfléchir les Occidentaux sur leur modèle. Au lieu de prétendre que la démocratie libérale est la forme ultime des institutions politiques, ils doivent accepter qu'à la diversité des histoires doit répondre la diversité des institutions humaines. Au lieu de réduire l'universalisme à des principes abstraits, ils devraient pratiquer l'universalisme de la solidarité et retrouver ainsi le sens du collectif.

■ Jean-Marie Guéhenno est l'auteur de *Le premier XXI^e siècle : de la globalisation à l'émiettement du monde* (Flammarion).

L'OCCIDENT AU DÉFI DE L'UNIVERSALISME

Alain Gresh

Directeur du journal en ligne *OrientXXI.info* et ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique*

« Le Déclin de l'Occident », ce fantasme sans cesse rabâché, remonte à plus d'un siècle en... Occident, au moins au livre d'Oswald Spengler de 1918. Il a recouvert des messages divers selon les époques. Peur de l'invasion raciale bien avant l'existence de migrations importantes ; peur de la barbarie, avec la énième répétition d'une guerre millénaire qui opposerait les héritiers de la Grèce antique à ceux de la Perse ; angoisse face aux luttes de libération nationale, de l'Égypte en 1956 au Vietnam des années 1970, avec l'invocation régulière et hystérique d'un « nouveau Munich » ou de la « théorie des dominos » qui voyait tout compromis comme un risque de basculement du monde dans le communisme.

À l'origine de toutes ces peurs, un même refus de considérer le monde non occidental comme un égal, les droits des peuples du Sud comme légitimes, les aspirations à des règles universelles qui s'appliquent à tous ; en contradiction avec le message des Lumières dont l'Occident pourtant se réclame. Au risque d'aggraver les fractures mondiales. On en a un exemple avec la guerre en Ukraine. Malgré ses discours sur les violations – tout à fait réelles – du droit international par la Russie, malgré ses appels à la « défense de la démocratie », l'Occident s'est trouvé coupé du Sud global dans sa stratégie d'isolement, de sanctions et de mesures de rétorsion contre Moscou. Pris de court par cette fronde, certains ont tenté de discréditer les pays réticents, en les rejetant dans le camp « non démocratique ». Mais le discours était difficile à tenir alors que des pays comme l'Afrique du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Sénégal et le Brésil refusaient de s'engager dans une nouvelle croisade.

L'HYPOCRISIE DE L'OCCIDENT

L'origine de ce clivage ? Comme le faisait remarquer Trita Parsi, vice-président du think tank américain Quincy Institute for Responsible Statecraft, les pays du Sud « compatissent à la détresse du peuple ukrainien et considèrent la Russie comme l'agresseur. Mais les exigences de l'Occident, qui leur demande de faire des sacrifices coûteux en coupant leurs liens économiques avec la Russie sous prétexte de maintenir un “ordre fondé sur le droit”, ont suscité une réaction allergique, car l'ordre invoqué a permis jusque-là aux États-Unis de violer le droit international en toute impunité. »

Ce qui est apparu aux yeux du Sud, des populations et des gouvernements en général en phase, c'est l'hypocrisie de l'Occident qui invoque le droit international quand bon lui semble et dont certains dirigeants, comme George W. Bush ou Tony Blair, devraient être passibles de la Cour pénale internationale avant Vladimir Poutine. Au nom de quoi défendre l'Ukraine alors que, depuis des décennies, l'Occident est complice de l'occupation de la Palestine et de l'écrasement de sa population par un État apartheid ? Comment prétendre « défendre la démocratie » quand on s'allie, au gré des circonstances, avec les régimes égyptien ou saoudien ? Plus largement, comment dénoncer le traitement des ouvriers migrants dans le Golfe alors que la Méditerranée est devenue le plus grand cimetière à ciel ouvert de la planète ?

Certes, le poids relatif de l'Occident a décliné, mais c'est surtout son droit à dire le Bien et le Mal, à fixer les règles du jeu international, à décider ce qui est juste et injuste qui est remis en cause. Et les réactions occidentales à ce refus du Sud global élargissent le

fossé en faisant resurgir au Nord les vieux discours sur les menaces d'invasion, de submersion et de « grand remplacement ». Retour d'une vieille peur sur « le péril jaune » ou le « péril musulman » qui amène le Nord à des politiques de plus en plus contraires aux valeurs dont il prétend s'inspirer. « Le destin de la civilisation d'Occident, le destin de l'homme tout court sont aujourd'hui menacés », écrivait en 1927 Henri Massis, écrivain français prolifique et influent. « Tous les voyageurs, tous les étrangers qui vivent depuis longtemps en Extrême-Orient nous l'affirment : en dix années, les esprits ont plus profondément changé qu'en dix siècles. À l'antique et facile soumission a succédé une hostilité sourde, et parfois une véritable haine [...]. Toute l'Asie est travaillée par un sourd désir de libération. La suprématie à laquelle l'Occident aspire [...] n'est plus reconnue par les Asiates. Ces peuples aspirent à refaire leur unité contre l'homme blanc dont ils proclament le désastre. »

LIBÉRER LA PENSÉE EUROPÉENNE

Il est vrai qu'au nom de la lutte contre l'Occident s'affirment souvent, on l'a vu en Inde ou en Russie, des idéologies réactionnaires ultranationalistes. Mais l'Occident y a contribué en discréditant les idées des Lumières utilisées au gré de ses intérêts.

Le poids relatif de l'Occident a décliné, mais c'est surtout son droit à dire le Bien et le Mal, à fixer les règles du jeu international, à décider ce qui est juste et injuste qui est remis en cause.



Tony Blair et George W. Bush. iStock

En maintenant une séparation radicale entre « eux » et « nous », entre les barbares et les civilisés.

Comme l'écrit l'historien Dipesh Chakrabarty, un des contributeurs majeurs aux études postcoloniales, dans son livre au titre significatif *Provincializing Europe* (Provincialiser l'Europe), il ne s'agit pas de revenir sur l'analyse de la mondialisation telle que Marx l'avait entrevue et qui jette tous les peuples dans une histoire de plus en plus liée, il s'agit « de lutter pour maintenir un état de tension entre deux points de vue contradictoires. D'un côté, l'histoire universelle du capitalisme. [...] Cette histoire nous permet à la fois la critique de l'impérialisme capitaliste et une vision mouvante mais stimulante des promesses des Lumières d'une humanité abstraite, universelle, mais jamais réalisée. [...] D'un autre, une pensée sur les différentes manières d'être humain, sur les infinies façons par lesquelles nous luttons pour vivre concrètement avec nos différentes appartenances. »

Un programme qui consiste à libérer la pensée européenne de la gangue de l'impérialisme, de lui redonner sa force et d'en faire, comme l'écrit Chakrabarty, « un cadeau pour nous tous », un cadeau qui nous permet ensemble de combler les périlleuses fractures qui risquent de nous engloutir tous si nous cédon aux sirènes des « guerres de civilisation ».

DÉCLIN D'ATTRACTIVITÉ ET DE CRÉDIBILITÉ

Koert Debeuf

Professeur d'études sur le Moyen-Orient à la Vrije Universiteit Brussel

Le 7 avril 2022, nous nous sommes réveillés avec un nouvel ordre mondial. Peu l'ont remarqué. C'était le jour où le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a voté la suspension du statut de membre de la Russie. Alors que la majorité a voté en faveur de la suspension, la dure vérité est restée quelque peu dans le brouillard. Sur 193 pays, 93 ont voté pour, 24 contre et 58 se sont abstenus. Dix-huit pays étaient (stratégiquement) absents. L'addition est vite faite : 100 pays ont voté non à la suspension de l'adhésion de la Russie. Au Moyen-Orient, seul Israël a voté en faveur. Sur les 54 pays africains, seuls 14 ont voté avec l'Occident. Parmi les pays dits BRICS, la Russie a évidemment voté contre, mais la Chine aussi. L'Inde et le Brésil se sont abstenus. En bref, une majorité de pays et une grande majorité de la population mondiale n'ont pas suivi les États-Unis et l'Europe, et n'ont pas jugé nécessaire de punir la Russie pour sa guerre.

Personne n'avait vu venir ceci. Pourtant, il y avait déjà de nombreux signes qui auraient dû inquiéter l'Occident. Cela a été évident, par exemple, lors d'un forum au Moyen-Orient où, deux semaines avant le vote, des hommes politiques, des journalistes et des analystes se réunissaient pour discuter de la politique mondiale. Lors d'un débat sur la guerre, des politiciens européens et américains ont fait valoir que la Russie avait violé le droit international et que le monde devait donc imposer des sanctions à son encontre. Une ancienne ministre des Affaires étrangères du Pakistan, Hina Rabbani Khar, avait une opinion très différente. Elle rappela qu'avec une « coalition de volontaires », les États-Unis avaient également violé le droit

international en envahissant l'Irak en 2003 sur la base de mensonges. Pourquoi, nota-t-elle — argument savouré dans la salle — n'y a-t-il pas eu de sanctions contre les États-Unis à l'époque, mais qu'il fallait maintenant en imposer à la Russie ?

RESSENTIMENT ENVERS L'EUROPE

Lorsque j'en ai parlé à des amis américains pendant la pause, ils ont ri de ces arguments : « Le Pakistan n'a pas à donner de leçons de droit international aux États-Unis. Un pays qui a hébergé Oussama ben Laden ne devrait pas souffler dans sa trompette trop haut. » Bien que cela soit évidemment vrai, j'ai été surpris qu'aucun d'entre eux n'ait senti que l'atmosphère était fondamentalement différente des années précédentes. C'est comme si une sorte de révolte contre l'Occident avait commencé. Ce sentiment a été confirmé par les conversations que j'ai eues au cours des mois suivants à Bruxelles avec les ambassadeurs de plusieurs pays africains. L'un d'eux m'a dit que son pays ne voulait pas entrer dans une nouvelle guerre froide où il faudrait choisir entre la Russie et l'Occident, et que son pays s'était donc abstenu lors du vote du 7 avril. En outre, de nombreux pays africains n'avaient pas encore oublié comment l'Occident avait gardé les vaccins contre le coronavirus pour lui seul, laissant le reste du monde suffoquer. Ceux qui voulaient se faire vacciner n'avaient pas eu d'autre choix que d'utiliser le Sinovac, vaccin chinois, ou le Sputnik, vaccin russe. Comme aucun des deux vaccins n'était reconnu par l'Europe, les non-Occidentaux se voyaient souvent refuser l'entrée sur les vols européens ou le visa.

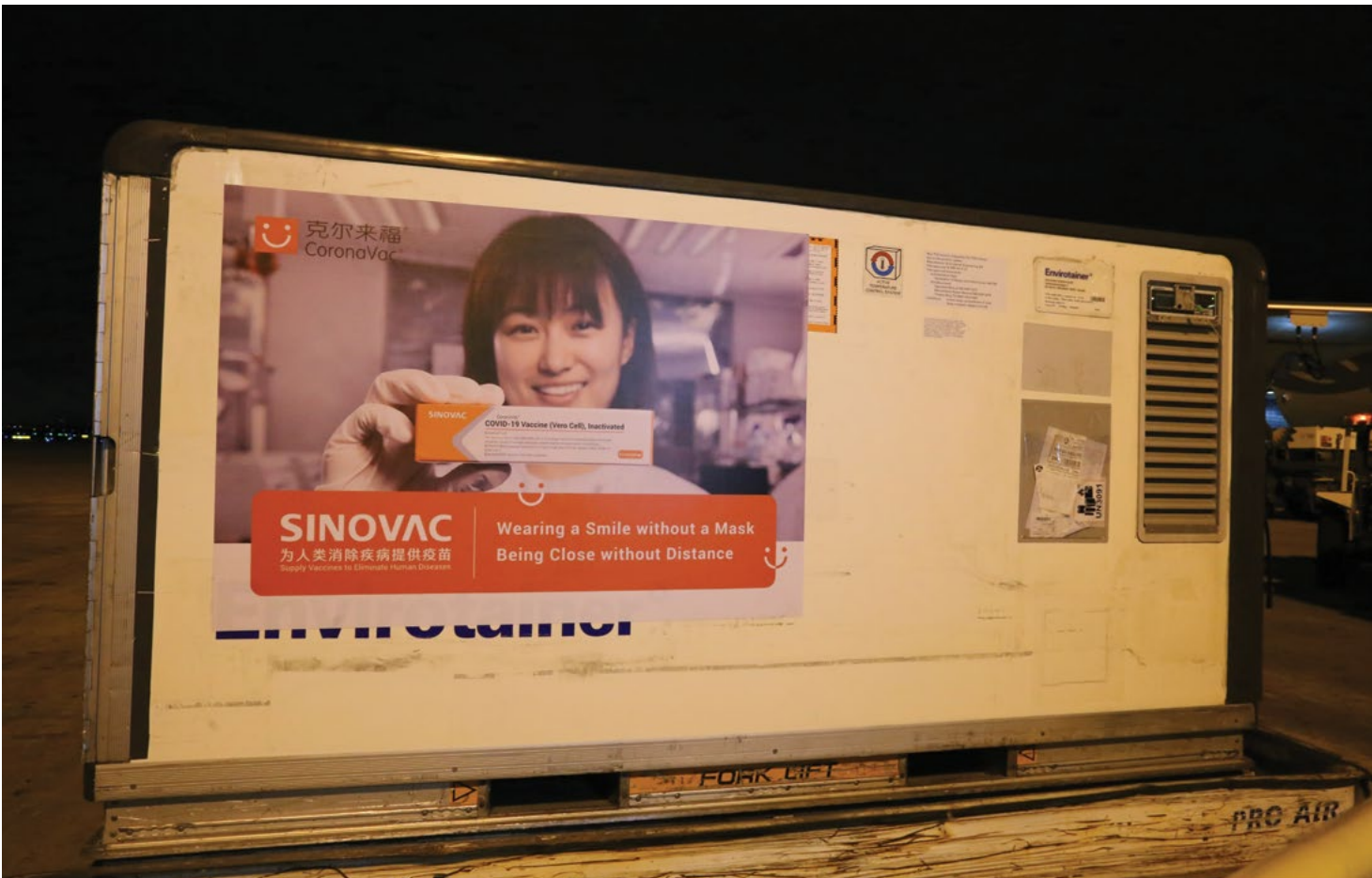
Peu d'Européens se rendent compte de la commodité, voire du privilège, que représente un passeport rouge. Pour de nombreuses destinations de voyage, les

Le monde devient multipolaire non seulement sur le plan économique, politique et militaire, mais aussi sur celui des valeurs.

Européens n'ont pas besoin de visa ou le visa peut être obtenu à l'aéroport. Si vous vous rendez dans un pays qui exige un visa, vous vous trouverez rarement dans la situation où celui-ci est refusé. En outre, peu ou pas de questions vous seront posées lors de ces procédures de visa. Si vous essayez d'obtenir un visa pour l'Europe avec un autre passeport, vous vous embarquez dans une longue agonie. Il vous faut alors une invitation, avec une garantie de la personne qui vous invite. Vous devez fournir un relevé de la banque montrant que vous avez suffisamment d'argent sur votre compte — et tous les documents doivent être traduits par un traducteur assermenté. Une fois tout cela fait, une période d'attente de plusieurs semaines ou mois suit. La décision est généralement négative, parfois jusqu'à l'absurde. Il n'est pas surprenant que cela entraîne du ressentiment envers l'Europe.

PERTE DE CRÉDIBILITÉ

Le ressentiment à l'égard de l'Occident va au-delà du « visa anecdotique ». En Afrique, on entend souvent ce mot d'esprit : « Quand la Chine arrive, on a un hôpital, quand l'Europe arrive, on a un sermon. » L'accent mis par l'Occident sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit est, bien



entendu, très important. Je suis le premier à le reconnaître. Mais le doigt condescendant devient problématique lorsque nous ne mettons pas de l'ordre dans notre propre maison. Comment pouvons-nous plaider de manière crédible en faveur de l'indépendance des juges et de la liberté de la presse au Moyen-Orient alors que ces principes sont bafoués dans deux États membres de l'Union européenne ? Comment pouvons-nous réprimander les pays en matière de droits des femmes lorsque l'Occident quitte soudainement l'Afghanistan sans préavis, laissant toutes les femmes de ce pays à leur triste sort ? Et comment pouvons-nous exiger que le droit international soit respecté après l'invasion illégale de l'Irak, après les vols secrets de la CIA ou après les violations à Guantanamo Bay ?

C'est cette perte d'attractivité et de crédibilité qui est à l'origine du déclin de l'Occident. Le monde devient multipolaire non seulement sur le plan économique, politique et militaire, mais

aussi sur celui des valeurs. Reste à voir si l'Occident pourra y remédier dans les années à venir.

Vaccin de Sinovac contre le COVID-19. iStock



5

CINQUIÈME PARTIE

Nouveaux jours

Longtemps façonnée par son lourd antécédent, la configuration qui, jusqu'à peu, déterminait l'interaction entre l'Occident et l'altérité est en passe de devenir obso- lète. Mise en branle il y a trente ans par la révolution de la mondialisation et les transnationalismes que celle-ci a enfantés, cette transformation n'a eu de cesse, depuis, de s'approfondir, portée à la fois par la complexification des relations internationales, la prolifération de questions globalisées et la multiplication des nouveaux centres de pouvoir (bâtis loin de la métropole européen-américaine), mais également par de nouvelles attitudes et comporte- ments d'émancipation.

Au-delà de la recomposition — inévitable — de la sphère géopolitique, le changement le plus important est bien celui logé dans les esprits. D'abord, dans ceux d'une nou- velle génération au « Sud » qui « refuse de baisser le regard », comme l'écrit mon premier collaborateur à Genève il y a plus d'une décennie, l'anthropologue Cheikh Sadibou Sakho. Son texte lucide donne le la du changement de paradigme en cours en Afrique, loin des banalités néo- coloniales de « la menace sécuritaire au Sahel ».

Ce questionnement affranchi porte plus de promesses de convergences qu'on le penserait. Encore faudrait-il que l'on puisse se soustraire à l'étau racial, comme le trace la critique de la philosophe Nadia Yala Kisukidi qui a sub- tilement réfléchi à la dissociation. Aussi, j'ai voulu l'entendre sur l'association.

Pour clore à la fois ce biais sur la convergence et cette série, je m'en suis remis à la sagesse de l'écrivaine Dominique Eddé qui nous livre, en forme de conclusion de ce périple, un riche enseignement sur les dangers de l'ignorance et la valeur de la modestie.

Mohamed Mahmoud Mohamedou



L'OCCIDENT ET L'ALTÉRITÉ | NOUVEAUX JOURS

DE QUOI LE SENTIMENT ANTI-FRANÇAIS EST-IL LE NOM EN AFRIQUE DE L'OUEST ?

Cheikh Sadibou Sakho

Enseignant-chercheur en anthropologie et sociologie à l'Université Gaston-Berger à Saint-Louis au Sénégal

Depuis quelques années, l'espace francophone ouest-africain est marqué par l'effervescence de mouvements et de discours citoyens, politiques et artistiques critiques contre les formes et les modalités de la présence française sur le continent. À tout le moins, cette situation, qui interpelle politiques et intellectuels attentifs aux bifurcations historiques, inquiète les autorités françaises qui l'appréhendent comme un sentiment semé et entretenu à travers d'obstinées entreprises de manipulation. C'est l'enseignement majeur du rapport d'étude publié en 2023 par l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Pourtant, un tel phénomène n'est pas nouveau. En effet, l'histoire des relations entre la France et les pays ouest-africains est jalonnée par des prises de position radicales et critiques indexant le rôle de la France dans la (re) production et le maintien des conditions de la dépendance plurielle qui entrave l'envol socio-économique et politique de ces pays. Si ces mouvements et discours attirent si grandement l'attention c'est, pour beaucoup, en raison des enjeux géopolitiques actuels mais, aussi et surtout, parce qu'ils sont portés par une jeunesse déterminée à aller au bout de sa logique de rupture et de refondation

des bases de relations exemptes d'arrogance et d'obséquiosité. Les acteurs de ces mobilisations n'ont pas connu la colonisation française et n'ont pas été nourris par les mythes désolants des affranchis coloniaux. Ce sont, pour l'essentiel, des enfants de la troisième, voire de la quatrième, vague de « décolonisés-es » ; ceux qui refusent de baisser le regard. Ils sont en général mieux formés que leurs devancier-ères, plus ouverts qu'elles et eux aux mutations du monde, plus engagés dans des synergies émancipatrices transnationales (le cyberactivisme notamment) et surtout plus critiques et plus sceptiques envers l'histoire enseignée par les « vainqueurs ».

© Jr KORPA/Unsplash

NATURE RADICALEMENT POLITIQUE

À l'évidence, ces mouvements et discours sont loin de pouvoir être capturés par la notion, à la fois abstraite et essentialiste, de « sentiment anti-français ». Par leur nature radicalement politique, ils débordent les limites émotionnelles de cette notion sociologiquement et anthropologiquement fuyante. Or, c'est bien de modes pratiques de l'attachement à l'autre qu'il est question dans les discours et les actions de remise en question, de critique et de rejet des modalités de la présence française en Afrique francophone. C'est pourquoi, il importe d'être attentif à leur ancrage dans de fortes perspectives décolonisées, décoloniales et décolonialistes, lesquelles les positionnent comme les bifurcations de dépassement des logiques suprémacistes, de domination, de soumission et/ou de résignation qui ont, par le passé, fondé et organisé les rapports entre la France et les pays francophones ouest-africains.

L'usage du registre émotionnel pour appréhender ce qui se dénoue et se renoue actuellement entre la France et les pays qu'elle a colonisés est révélateur des peines à rompre avec le paradigme paternaliste de la colonisation ; celui qui construit les nouvelles voies de la FrancAfrique. Il urge donc de se tenir pour dit que les mobilisations contre les formes et les modalités de la présence française en Afrique de l'Ouest ne relèvent pas de sentiments. Elles procèdent d'une raison politique assumée et non d'émoi quelconque qui confond toutes les Frances dans la France, représentée par « le Français ». En les embrigadant dans le registre émotionnel, la notion de « sentiment anti-français » disqualifie les postures idéologiques plurielles qui portent ces mouvements et discours en même temps qu'elle minimise pour invisibiliser le caractère absolulement politique de la mise en accusation de la France, comme la puissance historiquement responsable des saignées coloniales et néocoloniales, ainsi

que celle de certains acteurs politiques et économiques français, comme des prédateurs insatiables.

LA CONTRE-CULTURE DE L'INSOUMISSION

En procédant de la sorte, le registre émotionnel infantilise les acteurs citoyens ouest-africains en niant le caractère raisonné, et souvent idéologiquement calibré, de leurs entreprises critiques. Le registre émotionnel ne sert que de paravent contre les effets retour des dévastations humaines, culturelles, politiques, sociales et économiques commises à travers l'hégémonie colonisatrice. Ces mobilisations, que l'on note au Sénégal et ailleurs dans la région ouest-africaine, vont au-delà de la France et de la nécessaire transformation des modes de sa présence sur le continent. Elles sont des réactions aux attitudes néocoloniales des « Nords » dans leur globalité. Au-delà des affects, les mouvements et discours en question sont des postures politiques fécondes d'enseignements sociopolitiques. Elles sont aujourd'hui les postures les plus aptes à ouvrir les espaces de l'expression politique à celles et ceux qui en étaient exclus par l'élitisme et le gangstérisme politiques. D'objets politiques ou de politiques, les jeunes ouest-africain-es s'affirment maintenant comme des sujets politiques incontournables, aux imaginaires décolonisés et bouillants. Ils et elles représentent la vague de « décolonisés-es » avec qui il faut compter pour reconstruire « un monde en commun ». Pour cela, il importe d'analyser l'actuelle effervescence citoyenne ouest-africaine au-delà des expressions les plus spectaculaires des critiques portées et au-delà du récurrent ciblage des intérêts de Français lors des crises.

Les désolantes scènes de pillages vécues lors des émeutes de mars 2021 et juin 2023, au Sénégal notamment, sont plus les effets retour des déséquilibres dans la redistribution des ressources que des prises de position politiques. Des

scènes de même nature ont été vécues lors des dernières émeutes en France. S'il faut, bien entendu, les prendre en charge de manière pertinente, elles ne doivent pas détourner du sérieux de la lame de fond critique et de renouveau tenue notamment par des acteurs de la création cinématographique et artistique, des acteurs des cultures urbaines, des intellectuels et penseurs, des militantes féministes décoloniales et autres. Ces différents acteurs sont aujourd'hui ceux qui

Les désolantes scènes de pillages sont plus les effets retour des déséquilibres dans la redistribution des ressources que des prises de position politiques.

produisent la contre-culture de l'insoumission et tissent les ponts du dépassement des dominations/oppressions et de la refondation des relations entre la France et les pays francophones d'Afrique de l'Ouest.



L'OCCIDENT ET L'ALTÉRITÉ | NOUVEAUX JOURS

L'ÉTAU RACIAL SE RENOUVELLE

Nadia Yala Kisukidi

Écrivaine et philosophe, maîtresse de conférences à l'Université Paris 8

Le 27 juin 2023, à Nanterre en France, un jeune homme de 17 ans, Nahel M., est tué par un policier à la suite d'un refus d'obtempérer. Beaucoup a déjà été écrit sur les violences policières en France, depuis une trentaine d'années. Ce qui a pu sidérer, pourtant, c'est la haine — vorace, convaincue — qui s'est affichée dans les sphères politiques et médiatiques françaises. Transformant, dans le sillage de sept nuits d'émeutes, un débat, portant sur les dysfonctionnements avérés de la police française, en une guerre raciale, culturelle et un choc des civilisations, criminalisant l'éducation parentale et les migrations. La race, au

sens biologique, poursuit son travail sur la scène publique française. Et, dans toute l'Europe, elle rallie à sa cause. Fascinant celles et ceux qui voient surgir des bestialités noires, arabes, africaines derrière le mal — multiculturel — qui gangrènerait le continent. Mais cette persistance de la race n'est pas une simple affaire régionale. Elle se fait monde. De l'Europe à l'Afrique, elle trace, imperturbable, son chemin. On se rappellera les propos du président tunisien, en février 2023, fustigeant l'ensauvagement de son pays par des « hordes d'immigrés clandestins venus d'Afrique subsaharienne » — masses noires œuvrant au remplacement

démographique d'une Tunisie « arabo-islamique », entendre, une Tunisie qui se perçoit et se rêve « blanche ». Justifiant les agressions, les mauvais traitements, le déplacement forcé de corps noirs, sans vivres, au milieu du désert. Des lignes de partage raciales traversent les espaces africains et européens, répétant des grilles de lecture du monde héritées de la colonisation, ou parfois plus anciennes et, souvent, les renouvelant.

L'ANALYSE DE FANON

Dès les années 1960, alors que les indépendances africaines sont confrontées aux reconfigurations des impérialismes en contexte de guerre

froide, Frantz Fanon analyse dans *Les damnés de la terre* les divisions qui rongent le continent africain, entretenues par les nouvelles élites au pouvoir. « Afrique blanche », « Afrique noire ». Et les « appellations de substitutions » qui cachent mal leur « racisme latent » : Afrique « subsaharienne », Afrique « du Nord ». Ces divisions ont ruiné l'idéal d'unité africaine, qui fut un des ressorts du combat anticolonial radical. Un racisme obscène, « puisé dans la culture occidentale », se met à sillonner les parties nord du continent, où les Noirs restent perçus comme des figures de la sous-humanité, brutes corporelles réfractaires au savoir, à la rationalité.

Contre ces représentations, des élites noires brandissent la menace des invasions arabes, passant sous silence les économies de prédation qui affaiblissent un continent à peine décolonisé et dont elles tirent bénéfice. Le moment des indépendances ne fut pas celui de l'abolition du racisme, mais celui de ses proliférations. Alors qu'un racisme de « mépris », invitant les Africains à se civiliser, persiste dans une Europe en proie à la nostalgie d'empire, un « racisme de défense », « basé sur la peur », renforce bêtise, violence et inhumanité sur le continent africain. Telle est l'analyse de Fanon dans ce livre publié en 1961 — la lutte de libération algérienne n'étant pas encore achevée. Le propos fanonien, élaboré à l'aube de bouleversements

historiques majeurs, prend de front notre époque contemporaine. Alors qu'un discours conséquent sur les droits humains a rarement été au centre de politiques gouvernementales dans les différents pays du continent africain, et qu'en Europe, le racisme n'hésite plus à s'afficher sans vernis universaliste, alimentant des programmes constituant une option politique crédible pour de nombreux citoyens.

IL N'Y A PAS D'EDEN AFRICAIN

Une sensation de suffocation prend à la gorge, tandis que les mots « humanité », « respect des droits humains » retombent sur le sol, comme des poids morts. Devenant même objets de litige. Des défenseurs des droits humains sont inquiétés par la justice ou diabolisés. Les formes contemporaines de l'antiracisme, en Occident, sont disqualifiées, considérées comme le nouveau terreau du racisme et de l'antisémitisme, ou l'arme idéologique d'un fanatisme islamiste meurtrier. Au cœur de ces discours et de ces multiples formes de déconsidérations, accompagnées, souvent, de répression, la défense minimale du droit d'un être humain à exister, du simple fait qu'il est, apparaît comme un enfantillage, qui ne saurait satisfaire une compréhension réaliste du monde — le sérieux de l'analyse revenant désormais à celles et ceux qui, de l'Europe à l'Afrique, croient aux hiérarchies et aux pouvoirs de vie et de mort qu'elles confèrent sur les corps. Il n'y a pas d'Eden africain, qui serait vierge de toute partition raciale. Il n'y a pas d'Europe lumineuse, qui aurait éradiqué la haine à sa racine.

La question du grand face-à-face entre l'Occident et ses autres a été posée et théorisée avec force par les pensées et mouvements postcoloniaux ou décoloniaux depuis la fin du XX^e siècle. Questionnant la manière dont l'Occident a fabriqué les altérités non européennes ;

ou comment l'Europe a été perçue depuis son dehors. Mais en fixant exclusivement le regard sur la carte de ces représentations, on perd de vue le partage des rhétoriques raciales dont les inspirations circulent entre les deux continents. Laissant parfois l'engagement antiraciste aphone. Car il faut pouvoir lutter contre les négrophobies persistantes au Maghreb, sans alimenter une contre-rhétorique haineuse puisant ses racines dans une relecture des passés esclavagistes arabes en Afrique. Neutraliser les discours complotistes qui fleurissent sur les frontières de l'Afrique centrale, et préparent les esprits à la guerre. Combattre la relégation systématique des corps perçus comme noirs et arabes et l'abandon de l'Europe aux droites extrêmes. Le XXI^e siècle est bien avancé, et déjà, il ne porte avec lui que très peu de promesses. Si ce n'est ce qui demeure du désir — inextinguible — qui nourrit encore certains cœurs, refusant de livrer les possibles d'un monde humain aux armées du meurtre, aux violences de la négation.

■ Nadia Yala Kisukidi est l'auteure de *La dissociation* (Le Seuil).

Des lignes de partage raciales traversent les espaces africains et européens, répétant des grilles de lecture du monde héritées de la colonisation, ou parfois plus anciennes et, souvent, les renouvelant.

© Steve JOHNSON/
Unsplash

COMMENT NE PAS RAMENER LE MONDE À SOI

Dominique Eddé

Romancière et essayiste

Deux traits dominants s’affirment à la surface de la planète : la fonte des grandes frontières et le durcissement des petites. Plus les populations se renversent et se mélangent, plus les communautés s’agrègent et s’enferment. Si bien que l’opposition Orient/Occident, pour n’en citer qu’une, présente de nouveaux symptômes qui obligent à de nouveaux diagnostics. Non pas qu’en termes de représentation, les prismes déformants, de part et d’autre, soient périmés, mais ils incluent désormais de nouveaux écrans, de nouveaux potentiels d’entente et de ressentiments.

Le contentieux colonial est certes toujours à l’œuvre, mais il s’inscrit désormais au sein d’une avalanche d’évènements contradictoires. Avec deux paramètres invasifs : le règne tout-puissant de l’argent et le prétexte culturel et/ou religieux pour en découdre avec l’angoisse et le ressentiment. Si bien que le regard d’un monde sur l’autre passe désormais par un nombre croissant de zones grises qui mettent la pensée au défi de la cohérence. Plus précisément : les points de rupture culturels ne se jouent plus uniquement entre le Nord et le Sud, l’Orient et l’Occident, ils se jouent aussi et de plus en plus au sein d’une même entité nationale, d’un même pays. Il y a un peu partout de la rupture dans l’air. En Turquie, en Égypte, au Soudan, au Yémen, en Irak, en Afghanistan, en Tunisie, en Algérie, en Syrie, au Liban, en Israël, en France, en Italie, aux États-Unis et combien d’autres pays.

LES MYOPIES ADDITIONNÉES DE L'ORIENT ET DE L'OCCIDENT

Le refus, voire la négation, des uns par les autres se décline à toutes les échelles, des grandes capitales aux

portes des villages. Les aéroports sont à cet égard des lieux d’observation irremplaçables : ils disent à quel point là où tout semble en place pour la coexistence, les barrages de la méfiance et de la peur demeurent. Les mêmes peuvent partager en toute quiétude une salle d’attente ou un ascenseur et au moindre changement de contexte, se retrouver sur pied de guerre. Aspirés par les écrans, au sens propre et au sens figuré, les regards ont de plus en plus de mal à se croiser. Plus les pays flanchent, plus les individus sont enclins à fantasmer les origines.

Entre l’histoire écrite et celle qui est sur le point de l’être, le fossé se creuse et se liquéfie beaucoup plus vite que ne se construisent les ponts. Le présent ne joue plus son rôle de régulateur. Le potentiel des malentendus et des conflits est donc à son comble alors même que les espaces de partage sont de plus en plus nombreux et que la survie de tous passe rationnellement par des solutions communes. C’est depuis cet endroit — celui d’une inévitable « convergence », notamment écologique — que l’on peut espérer l’apparition de signaux de reconnaissance supérieurs aux signaux de rejet.

Ayant eu à traiter pour ma part avec les myopies additionnées de l’Orient et de l’Occident, je dirais qu’elles sont d’autant plus difficiles à corriger qu’elles se nourrissent du flou l’une de l’autre ; d’une même faiblesse de regard critique ; d’une même propension à s’accommoder des clichés et des bornes identitaires. L’orientalisme ou la confiscation de l’imaginaire oriental par l’occidental, tel qu’Edward Saïd nous a donné à le penser, reste bel et bien d’actualité. Son analyse est exemplaire, mais elle ne couvre forcément aujourd’hui qu’une partie du territoire.

Qu’en est-il de la représentation de l’Occident par l’Orient ? Peut-on continuer à se servir de ces deux catégories de manière aussi nette alors que les déplacements de populations modifient considérablement le paysage et les équilibres ?

PRÉFÉRER L'UTOPIE À L'IDÉAL

Il nous appartient de réfléchir à ce qui entretient l’ignorance de part et d’autre. Et peut-être d’observer davantage les articulations : là où les récits communiquent et là où ils se heurtent, se crispent. D’entrer dans le détail des comportements, des usages, des systèmes de défense culturels, des rapports homme-femme, de la paranoïa, de la perversion, de ne pas s’en tenir au domaine des idées. Le débat, tel qu’il est posé, apparaît de plus en plus inadapté à la réalité telle qu’elle est. Le nationalisme et l’islamisme produisant, en cette période de l’histoire, des modes de pensée rédhibitoires. Et parallèlement, les impérialismes économiques, des modèles d’impostures. Qui représente quoi à l’heure qu’il est ? Qui représente le peuple russe ? Qui le peuple turc ? Qui le peuple chinois ? Qui Israël ? Qui la péninsule Arabique ? Qui le petit Liban en état d’extinction où je vis ? La nappe de mensonges sur laquelle roule la planète invalide toute pensée qui la prend pour préalable.

Il y a un vide à combler entre la position humaniste et l’approche révolutionnaire. La première permet de comprendre, la seconde de refuser. L’expérience nous a appris que ni l’une ni l’autre ne suffit pour rétablir de l’altérité et de l’égalité. Le domaine des idées nous a dangereusement éloignés du roman de la vie. Or ce dernier s’alourdit, de jour en jour, de chapitres explosifs. Celui de l’intelligence



Tour humaine à Tarragone, en Espagne. 2014. iStock.

artificielle n’est pas des moindres. Qu’advendra-t-il de la vie elle-même, de la représentation d’une culture ou d’un individu par l’autre, lorsque, pour le meilleur et pour le pire, une partie notoire de la réalité sera conduite par des machines ? Entretemps, nous autres, membres de l’espèce humaine,

Les points de rupture culturels ne se jouent plus uniquement entre le Nord et le Sud, l’Orient et l’Occident, ils se jouent aussi, et de plus en plus, au sein d’une même entité nationale.

Orient et Occident confondus, nous accrochons aux branches mortes de nos fictions identitaires, nous privant de la seule forêt qui vaille : celle des visages qui ne se ressemblent pas. S’il fallait rêver une pensée politique à la hauteur de la pollution actuelle, je la verrais construite telle une fugue

de Bach, sur le mode du contrepoint, donnant à entendre autant de voix que possible, autant de petites différences — nuance se dit *farq saghir* en arabe — autour d’un même thème, d’un même mouvement, d’une même conception océanique de la condition humaine. Ses vagues accumulées refouleraient, de facto, les courants de la division, de la possessivité et de la haine. Voici pourquoi, je préfère l’utopie à l’idéal. La première rend le monde au monde, le second le ramène à soi.



INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES

Éditeur : Institut de hautes études internationales et du développement
CP 1672 – CH-1211 Genève 1 | Tél. : +41 22 908 57 00 | graduateinstitute.ch

Mise en pages : Alexandre Alvarez

Crédit photographique 1^{re} couverture : Filip/Adobe Stock

Impression : Pressor

© Geneva Graduate Institute, juin 2024

